

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN

123, rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENT

FRANCE	ETRANGER
Un an... 80 fr.	Un an... 112 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois... 20 fr.	Trois mois... 28 fr.
Chèque postal Delecourt 691-12	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être, et de liberté adéquat à chaque époque.

Sous la pression des masses ouvrières et paysannes

Les événements les plus graves prêtent parfois à rire. On voudrait garder son sérieux en face d'un fait important ; on s'adonne gravement aux réflexions que suggère le fait en question et voici que, tout d'un coup, on est pris d'un irrésistible besoin de céder à l'hilarité.

C'est exactement ce qui m'est arrivé lorsque, comme tout le monde, j'ai appris que le gouvernement français s'était décidé à reconnaître « la République des Soviets ».

N'est-il pas bizarre que la France se soit obstinée à refuser de reconnaître les Soviets quand ceux-ci existaient, vivaient, fonctionnaient et que, brusquement, elle se résigne à les reconnaître quand elle a acquis la certitude qu'ils ont rendu le dernier soupir ?

De Monzie, Noulens, Herriot et consorts savent parfaitement que, depuis longtemps, la Dictature bolcheviste a étouffé l'organisation populaire dite « des Soviets » et que celle-ci ne se trouve plus, en Russie, qu'à l'état de souvenir. Et, dès lors, n'est-il pas extraordinaire que rigolo qu'ils aient attendu, pour en reconnaître officiellement l'existence, que le Sovietisme ait cessé d'exister ?

Un autre sujet de gaieté nous est offert par la lecture de l'*Humanité*. Ce journal qui, dans l'art de bourrer les crânes, a conquis « de haute lutte » la première place dans la presse française, affirme — écoutez bien — que « c'est la pression des masses ouvrières et paysannes de France qui a obligé le gouvernement à la reconnaissance de ce de la République Soviétique ».

Par deux, cinq, dix fois, j'ai lu cette affirmation dans l'*Humanité* d'hier et d'aujourd'hui. Elle est, pour moi, une révélation.

C'est un point d'histoire que j'ignorais totalement.

Voici : je ne m'étais pas rendu compte de cette formidable pression des masses ouvrières et paysannes. Je ne soupçonnais pas que le prolétariat des villes et des campagnes fut en marche pour signifier à la démocratie française qu'il lui fallait choisir entre l'envoi d'un ambassadeur à Moscou ou la Révolution.

Certes, je conçois qu'ayant à répondre à un ultimatum aussi caractéristique, le gouvernement français, pris d'une frousse intense, ait consenti à recevoir à Paris l'ambassadeur de Moscou et à envoyer à Moscou le plénipotentiaire de Paris.

Si une mise en demeure de cette nature avait été adressée à M. Herriot par de simples franc-maçons (comme je l'étais moi-même il y a un dizaine d'années) ou par de vulgaires petits-bourgeois et d'innocents contre-révolutionnaires (au nombre desquels je suis aujourd'hui), il est évident que le chef de la démocratie radicale-socialiste de ce pays s'en fût moqué comme de sa première pipe ; mais on conçoit qu'il ait capitulé de la colossale levée de bouillottes qui n'eût pas manqué de tout briser si on avait eu la mauvaise inspiration de lui résister. Je comprends maintenant ce que c'est que la pression des masses ouvrières et paysannes.

Herriot, qui n'est pas précisément une moule, a eu la vision nette du danger qui menaçait la Bourgeoisie dont il est, présentement, le fondé de pouvoirs.

Les relations d'étroite amitié que j'entretiens — nul ne l'ignore — avec tous les ministres de l'Intérieur passés, présents et futurs : hier, Malvy, aujourd'hui Chantemps, demain Renaudel ou Semard, me mettent en mesure de livrer à la curiosité publique, quelques indications (le mot est de circonstance) sur les conditions dans lesquelles la reconnaissance des Soviets a été décidée. Je n'hésite pas à les révéler.

Ayant convoqué d'urgence et en séance extraordinaire le conseil des ministres, M. Herriot a adressé à ceux-ci un discours dont voici le résumé :

« Messieurs et chers collègues, « Nos admirables services de police viennent de me signaler un formidable mouvement de masse en préparation. « Il s'agit, vous le devinez, des dispositions de combat que prennent les chefs intrépides du Parti Com-

muniste. Animés de l'esprit révolutionnaire qui les rend si redoutables, les bataillons rouges n'attendent, pour livrer bataille, que le mot d'ordre de leurs chefs.

« Ceux-ci ont divisé comme suit les innombrables forces dont ils disposent : d'abord les sections, cantonnes, cellules, etc., qui constituent le Parti Communiste. Ces troupes marchent sous le haut commandement des éminents stratèges : Cachin, Sellier, Semard, Berthon, Herriot, Treint et de l'amazone en chef Suzanne Girault.

« Viennent ensuite les masses profondes du prolétariat ouvrier et paysan, placées sous les ordres de ces hommes d'action incomparables à qui la classe ouvrière consciente et organisée a confié la direction de ses destinées : Monmousseau, Raca-mond, Dudilleux, Bérard, Raynaud, je ne puis les citer tous ; ils sont trop. « Enfin toute la banlieue rouge, messieurs, oui, tous ces hommes — ils sont plus de cent mille — qui ont si héroïquement accompli, le 11 mai dernier, leur devoir d'électeurs, en vahissant Paris des que MM. Marty et Vaillant-Couturier, qu'ils ont élus comme chefs suprêmes, leur en donneront l'ordre.

« C'est, comme vous le voyez, messieurs et chers collègues, une mobilisation en règle de l'Armée Rouge, Section française de l'Internationale Communiste.

« La situation est d'une extrême gravité.

« Responsable de l'ordre public, le gouvernement est résolu à ne pas céder aux hordes révolutionnaires.

« Toutefois, messieurs, vous estimez avec moi que s'il est de notre devoir de résister, il est de notre devoir aussi de tout tenter pour consoler l'horrible effusion de sang qui résulterait d'un conflit armé entre les policiers, soldats et gendarmes que le gouvernement peut mettre en ligne et les milliers d'ouvriers et paysans que le Parti Communiste peut mobiliser. »

A ce moment le général Nollet, ministre de la guerre, fortifiant bellueusement sa moustache interrompit : « Mais enfin, dit-il, que veulent-ils, ces pékins-là ? »

Et, anxieux, angoissés, tous les ministres dressèrent l'oreille.

« Ce qu'ils veulent, messieurs ? Eh bien ! Ils exigent la reconnaissance immédiate et sans condition de la République des Soviets !

« Cette reconnaissance ou la Révolution. »

Un fou rire s'empara de tous les membres du Conseil.

C'est à l'issue de cette mémorable et désormais historique réunion ministérielle que le gouvernement se hâta de rendre publique et officielle la reconnaissance des Soviets.

Il était temps. La démocratie bourgeoise de France peut se vanter de l'avoir échappé belle.

C'est ainsi que le Parti Communiste vient d'inscrire sur son drapeau glorieux une magnifique victoire de plus, due à l'écrasante pression des masses ouvrières et paysannes.

SEBASTIEN FAURE.

Une arrestation arbitraire

La Ligue des Droits de l'Homme nous communique la note suivante :

M. Marcel Lentz, fils d'un honorable commerçant de Metz, avait le malheur de porter le même nom qu'un individu peu recommandable et de présenter avec lui une certaine similitude de signalement.

Le 21 juillet dernier, sur mandat du juge d'instruction de Nice, il fut mandé au Parquet de Metz pour répondre des méfaits de son homonyme et, malgré ses explications, fut incarcéré. Il resta écroué plus de 24 heures avec des malfaiteurs notoires et fut molesté par un gardien de la prison.

Or, le coupable, arrêté depuis longtemps, avait purgé une peine de huit mois de prison, mais le juge d'instruction de Nice avait oublié de rapporter le mandat d'arrêt lancé contre lui.

La Ligue des Droits de l'Homme a protesté contre cette négligence du juge d'instruction et contre la légèreté avec laquelle le Parquet de Metz a arrêté un jeune homme très connu dans la ville, parfaitement honorable, et qui avait fourni les explications les plus satisfaisantes.

Un typhon ravage les côtes de l'Annam

IL Y A DE NOMBREUSES VICTIMES

Un typhon d'une violence exceptionnelle, accompagné de pluies torrentielles et de raz de marée, a sévi sur les côtes de l'Annam, les 23 et 24 octobre, provoquant des inondations, des pertes de récoltes et des dégâts importants aux bâtiments, aux routes, aux ponts, aux voies ferrées et aux lignes télégraphiques.

Dans les provinces de Kunghow et de Sangeau, particulièrement atteintes, un grand nombre d'indigènes ont été noyés par le raz de marée. Une partie du bétail fut perdue, ainsi que les réserves de riz.

Au lieu d'entretenir des fonctionnaires inutiles en Indo-Chine, de ces résidents et gouverneurs qui pillent et rançonnent les populations, on ferait mieux de venir en aide, dans de telles circonstances, aux malheureux travailleurs qui vont être les seules victimes de la catastrophe.

LE FAIT DU JOUR

Jeux de quilles parlementaires

Le suffrage universel est décidément la plus comique des institutions humaines. Ceux qui l'ont inventé devaient être de fameux pince-sans-rire.

Les élections du 11 mai ont donné la preuve en France. Les élections anglaises, qui se sont faites mercredi, sont encore plus typiques à cet égard. Les conservateurs ont réuni sept millions et demi de voix : ils ont plus de 400 sièges, les deux tiers du Parlement. Libéraux et travaillistes ont obtenu plus de neuf millions de voix : ils ont ensemble 190 sièges.

Comprenez qui pourra. Nous ne nous chargeons pas d'expliquer cette mystérieuse opération. Constatons simplement qu'à chaque élection on relève des anomalies du même genre. Le peuple souverain, d'après ce qu'il fait, ne tranche les grands problèmes politiques, n'y comprend goutte non plus, mais il vote toujours. Cela lui fait une occupation l'empêchant d'agir autrement, et au fond, c'est là tout ce que l'on désire.

La lutte électorale anglaise est encore toute chaude, que déjà on parle d'une crise en Belgique. Le ministère Theunis, embarrassé par des questions budgétaires, serait — dit-on — prêt à donner sa démission. On cause même d'une dissolution du Parlement belge et d'une consultation précipitée des électeurs.

Très plaisante, n'est-ce pas, cette manie moderne de consulter à tout propos les électeurs ? Surtout après une guerre où on en a envoyé quelques millions se faire tuer sans leur demander leur avis.

La classe dirigeante, c'est visible, sent son autorité chanceler. Elle essaye de faire appuyer, le plus souvent possible, son autorité par les niais de votants. Elle cherche à leur faire croire que ce sont eux les maîtres.

Mais comme, en fait, les opinions des électeurs et rien du tout, c'est à peu près la même chose, ceux-ci s'apercevront plus vite qu'ils jouent les rôles de jobards. Le bulletin de vote tombe dans le ridicule de plus en plus.

Fussent-ils cette vérité de l'imbécillité des élections se révéler plus vite et préparer les foules à agir directement, sans avoir besoin de représentants.

Pour le Congrès

Ce matin, à 9 heures, ouverture du Congrès de l'Union anarchiste, 8, avenue Mathurin-Moreau (métro Combat).

Nous invitons les camarades délégués à être présents à 9 heures précises.

Nous les invitons également à inscrire sur une feuille spéciale, qui sera à l'entrée de la salle, le nom du groupe représenté.

Nous espérons que durant les débats de ce congrès, les camarades sauront avec clarté défendre leur point de vue et apporter toutes leurs initiatives.

Camarades, tous à la besogne pour que notre mouvement puisse se continuer par la suite avec plus d'ampleur.

Notre Congrès

Ce matin s'ouvre, avenue Mathurin-Moreau, le Congrès de l'Union anarchiste de langue française.

De nombreux délégués de province ont annoncé qu'ils y participeraient. Qu'ils soient les bienvenus.

Ce Congrès aura une importance particulière : ce sera, certes, celui de tous les Congrès tenus jusqu'à ce jour qui aura le plus de répercussion sur notre mouvement, et les plus graves décisions à prendre, non plus théoriques, mais pratiques.

La période où l'on pouvait se contenter de philosopher est passée. Elle fut utile, nécessaire même. Elle a permis à nombre d'individuels de reconnaître juste et beau l'idéal anarchiste.

L'anarchisme aujourd'hui a conquis droit de cité, grâce aux nombreux efforts individuels, grâce à la propagande des groupes disséminés dans tout le pays. Nos ennemis même — bourgeois, socialistes ou bolchevistes — nous ont reconnus. Ils nous ont reconnus pour nous combattre — reconnaître notre nombre et notre force par la simple raison qu'ils consacrent beaucoup d'activité à lutter contre nous. Les colonnes et les insultes des bolchevistes, notamment, l'odieuse campagne jésuite qu'ils mènent contre notre mouvement est l'aveu, la preuve, que nous sommes une puissance avec laquelle ils doivent compter.

L'époque à laquelle nous vivons, pleine de grands événements en gestation, la faillite de la bourgeoisie, nous invite à nous préparer à passer de la diffusion doctrinale à l'action, de la culture des individualités à l'influence sur les masses.

En quelques années, tous les partis politiques dits d'avant-garde ont fourni la preuve de leur impuissance à rien transformer. Les autoritaires, qu'ils soient révolutionnaires ou réformistes, s'ils persistent à bluffer, n'en sont pas moins acculés à la constatation publique et irréfutable de leur totale ineptie. Les peuples s'éloignent des positions (les élections anglaises le prouvent) ; ils attendent qu'une organisation, affranchie des sécularités préjugés de l'autorité, leur indique la marche à suivre. Sur les ruines des partis bourgeois, il y aura de la lutte, de la lutte pour la lumière dans les cerveaux prolétaires, s'apprêtant à l'action décisive de libération des peuples.

Le syndicalisme lui-même, qui fut longtemps en France le frère de l'anarchisme, et qui se lançait à l'assaut du passé, s'est écarté de l'idéal libertaire. Immédiatement scission, impuissance, désagrégation.

L'anarchie est la seule conception qui puisse libérer les peuples. Elle se doit de devenir une force sociale. Elle doit attirer à elle tous les écumés sincères de la politique et d'ailleurs. Malgré les apparences, jamais le moment n'a été aussi favorable au développement de notre action.

Mais, pour ne rien perdre des avantages de la situation, nous devons mener notre propagande méthodiquement, multiplier, développer notre presse, nos livres et brochures de vulgarisation, remuer les foules par de nombreuses réunions.

En nous organisant nous y parviendrons. La tâche du Congrès est grande. Que les délégués le comprennent. Que les questions secondaires de personnalités, de tendances, etc., s'effacent et qu'on sente la volonté ferme de dresser, face à la société bourgeoise, face aux partis politiques, un mouvement sérieux et formidable.

A l'œuvre, en toute camaraderie.

Georges BASTIEN.

PREMIERE JOURNEE

La séance s'ouvrira à 9 heures précises, avenue Mathurin-Moreau. La première question à l'ordre du jour est le rapport financier et moral du *Libertaire* quotidien. La deuxième portera sur l'existence du quotidien et les moyens propres à assurer sa parution.

Troisième question : La revue anarchiste.

Quatrième : La Librairie sociale.

AUX CAMARADES DE PARIS

Les camarades qui pourraient loger des copains délégués sont priés de bien vouloir se faire connaître au cours des séances du Congrès ; nous les mettrons en rapport avec les délégués.

Chacun comprendra les difficultés qui existent pour se loger ; que ceux qui le peuvent prennent avec eux des camarades.

AUJOURD'HUI, SAMEDI

à 20 h. 30

Grande Salle de l'Union des Syndicats, 33 rue Grange-aux-Belles

GRANDE SOIRÉE ARTISTIQUE

au profit des Œuvres de l'Union Anarchiste

PROGRAMME :

1re Partie. CHANT

Avec le concours de

Marcelle Gauthier
Soléane
Denise Luciani

Géo Robert
Brubach
Coladan
Aimée Morin
Line de Terbey
La Varenne

Loréal
Tozini
Lorenzo

Le Piano sera tenu par Mme CORO

2e Partie

La Phalange Artistique, interprétera

Les Balances

de Courteline

On trouve des cartes à la Librairie 9, rue Louis-Blanc.
Prix d'entrée : 3 francs.

Les hauts fonctionnaires sont privilégiés

On nous annonce que le projet de revision des traitements, adopté dans les grandes lignes par le gouvernement, comporte des échelles de traitements commençant à la base de 6.000 francs et s'élevant jusqu'à 40.000 francs.

Le traitement minimum actuel de 4.520 francs sera porté à 6.000 francs. Le traitement d'un grand nombre d'agents serait ainsi relevé de 1.480 francs. Le relèvement s'accroîtrait ensuite peu à peu et atteindrait, par exemple, 2.500 francs en général pour les agents qui touchent actuellement 10.000 à 11.000 francs ; 3.500 francs en général pour les agents supérieurs qui touchent actuellement 13.000 à 16.000 francs ; 4.500 francs pour d'autres touchant actuellement 20.000 francs. Les fonctionnaires supérieurs auront une augmentation de 6.000 francs par an.

Voici la logique « républicaine » du Bloc des gauches :

Si tu gagnes 4.520 francs, il ne te faut que 1.480 francs d'augmentation pour suivre la hausse du prix de la vie. Si tu en gagnes 20.000, il t'en faudra cinq fois plus.

Quant à nous, le contraire nous eût semblé plus humainement et plus arithmétiquement juste — si tant est que le système du salariat puisse comporter quelque justice ! Tout de même, 6.000 francs d'augmentation auraient été plus nécessaires au père de famille dont les appointements ne sont que de 4.520 francs qu'à celui qui touche déjà 25.000 francs par an...

Mais il est vrai que les gros fonctionnaires ont osé tout récemment faire du boucan jusque dans l'antichambre du ministre, tandis que les petits se sont contentés d'attendre sagement le bout de sucre promis par le Bloc des gauches.

Les gros ont donné une leçon d'action directe aux petits. Et ce sont les gros qui en ont profité.

Au jaune Monmousseau

Combien as-tu touché du Kremlin pour ton article d'hier et paru dans l'*Humanité* ? Non mais, sans blague ! quand on pense qu'un type comme toi ose donner des leçons aux anarchistes révolutionnaires, toi qui, en 1910, as fait le jaune, — tout en étant anarchiste, — alors que nous faisions marcher « Mam'zelle Clézille », toi qui pour tous est un type sans courage, un martyr du complot à 1.000 francs par mois pendant la durée de ta détention, alors que tes co-détenus ne touchaient que 20 francs de l'*Entraide*, que t'a-t-on promis pour mentir de la sorte ? Est-ce une place de secrétaire d'une ambassade ? Tu bavasses et injurais odieusement certains de nos frères ; ils ont tort de se laisser faire par un « foreux » comme toi, car il n'est pas difficile de te mettre à la raison.

L'équipe de la *Bataille Syndicaliste* est aujourd'hui embauchée au Peuple ; de cela, nous nous en foutons, nous les anarchistes. Mais Amédée Dumois en était de la *Bataille Syndicaliste* ; ou est-il embauché, lui ? et Rosmer, et Schmit, et Després, ou sont-ils, eux ?

La propagande anarchiste contre la guerre était apostillée de Malvy, dis-tu ? Saloperie, va ! C'est probablement d'accord avec lui qu'ils étaient emprisonnés, alors que tu n'ouvrais pas encore ta « gueule », car publiquement tu n'as rien dit jusqu'à 1919.

Nous étions, nous, au Manège Jean-Jaurès pour empêcher Vandervelde et Cie de bayer sur les révolutionnaires russes.

Nous étions aussi à la Grange-aux-Belles pour recevoir Kerensky de la façon que l'on sait ; c'est encore les anarchistes qui, en 1920, ont été tirer les oreilles à Pierre Dumas qui avait, dans un journal de l'habillement, sali odieusement la mémoire de Liebknecht. Partout où il y avait de l'action à faire, nous nous y trouvions.

Et quand tu écris, cabotin : que la plupart des anarchistes sérieux se sont groupés sous le drapeau de l'I. S. R., ou sont-ils donc ces anarchistes sérieux ? Est-ce Victor Serge, alias Kibaldiche, ex-directeur de l'*Anarchie* et estampeur de copains à Bruxelles, ou bien encore Godonnèche, qui préconisait dans l'*Anarchie* la reprise individuelle sur des camarades ?

Ou alors, c'est peut-être Herriot qui, au Congrès anarchiste de Lyon, était d'accord avec nous ?

Il y a Richetta aussi, celui qui, en Russie, a été trouvé déguisé en officier de l'armée rouge et saoul comme un « cochon ». Ce sont ces types-là les « anarchistes sérieux » ? Eh bien, que doivent-ils être les autres ?

Ton article d'hier et payé par Moscou ne valait pas que je fasse cette petite réponse. Mais le ton « provocateur » de ton papier et les injures diverses sur certains de nos bons camarades — qui ne sont pas de mon tempérament, et heureusement pour toi — m'ont seuls décidé à te dire ce que je pensais, pour qu'A L'AVENIR TU PASSES BIEN ATTENTION à ce que tu écris.

Cherches-tu à provoquer parmi nous un nouveau Girier-Lorion ? On le dirait. La suite dictera l'attitude de certains d'entre nous.

Notre LE MEILLEUR.

APRES LES INCIDENTS
DE LA GUADELOUPE

Le tyranneau Jocelyn-Robert vient d'arriver en France

Une dépêche du Havre nous apprend que le sinistre assassin-gouverneur de la Guadeloupe, M. Jocelyn-Robert, est arrivé sur le *Pérou* avec un capitaine de gendarmerie. « Il a été salué à son arrivée par M. Candace, qui lui a donné l'accablante ». Voici un beau duo de coquins. Nous ne nous étonnons pas qu'on ait éprouvé le besoin de leur adjoindre un capitaine de gendarmerie. Les nafs se sont figurés que c'était sans doute par mesure d'arrestation, et que les menottes ornaient les mains de Jocelyn-Robert et de Candace.

Détrompons-les. Jocelyn-Robert et Candace sont accompagnés de la gendarmerie pour la lancer sur leurs adversaires politiques et sur leurs victimes. N'a-t-on pas déjà, par ordre de ces mêmes Jocelyn-Robert et Candace, perquisitionné chez les avocats de M. Boisenuef, en même temps que chez M. Boisenuef ?

Et gageons que, d'ici quelques jours, M. Jocelyn-Robert repartira, avec de l'avancement, comme gouverneur d'une colonie autrement importante que la Guadeloupe : l'Indochine, par exemple ? Tout est possible en République démocratique et sociale !

L'école primaire dépotoir de la caserne et des sports professionnels

Nous allons aujourd'hui exposer comme quoi il est parfaitement inutile que l'école primaire serve de dépotoir à la caserne et aux sports professionnels.

1^o Même si l'on admettait comme nécessaire, dans les écoles primaires, la présence des moniteurs militaires municipalisés, on ne comprendrait pas l'utilité de celle des sportifs professionnels, si ce n'est pour leur procurer commodément des ressources avouables et certaines. Dans tous les cas, le brillant corps de l'inspection du sabotage de l'éducation physique scolaire est superlativement inutile. Il y a, dans chaque école primaire un inspecteur véritable de l'éducation physique scolaire, le médecin scolaire, qui peut, par ses examens médicaux périodiques approfondis, et en se faisant aider pour les pesées, les mensurations et les examens morphologiques, par les maîtres et les maîtresses, contrôler véritablement et efficacement l'éducation physique scolaire. Médecins scolaires et inspecteurs (?!?) de l'éducation physique scolaire font, en apparence seulement, double emploi.

Ces Messieurs et ces Dames de l'inspection (?!?) de l'éducation physique scolaire le savent bien, qui se contentent de presider au sabotage (qu'ils ne nient pas) de l'éducation physique scolaire, et de contre-carrier ce que les médecins scolaires peuvent faire de bien en vue de l'éducation physique scolaire rationnelle.

2^o La présence des moniteurs militaires municipalisés est royalement inutile dans les écoles, pour les raisons suivantes : tous les instituteurs, à part quelques rares réformés, vont à la caserne, comme les autres citoyens. Depuis une vingtaine d'années, grâce aux efforts des officiers qui ont toujours considéré la présence des moniteurs militaires dans les écoles comme une chose indésirable, et qui ont toujours dit que la gymnastique devait être normalement située dans la journée scolaire, les instituteurs, au cours de leur service militaire, accomplissent un stage à l'école de Joinville. Depuis la guerre, beaucoup ont fréquenté les C.R.I.P. Dans les C.R.I.P. et à Joinville, il leur est souvent arrivé de vivre côte à côte avec les futurs moniteurs militaires municipaux.

Il y a un an environ, une enquête fut faite dans le département de la Seine par l'administration, qui devait ignorer que les instituteurs accomplissent depuis une vingtaine d'années, des stages à Joinville, pour voir si réellement la présence des moniteurs militaires municipalisés était utile dans les écoles.

Il est probable que le résultat de l'enquête fut particulièrement décevant pour le rey-golliétisme, car nul n'en connut jamais le résultat. Malgré cela, le rey-golliétisme, ce singulier mélange de l'intimidation, du chantage, de l'imposture et du faux, prospère encore, alors qu'il n'aurait jamais dû pouvoir prendre racine, alors qu'il n'aurait jamais pu prendre racine, si la conscience humaine existait réellement.

Les médecins inspecteurs se contentent trop souvent de hausser les épaules, lorsqu'ils voient un moniteur faire pivoter les enfants à l'impromptu quelle heure ; des inspecteurs de l'enseignement primaire n'hésitent pas à ordonner aux maîtres et aux maîtresses, dont la conscience se révolte devant les menées du rey-golliétisme, de céder leurs élèves à ces Messieurs aux heures contre-indiquées par la pédagogie et l'éducation physique, à les menacer s'ils refusent de s'incliner : l'un d'eux est allé jusqu'à s'associer à un faux de M. Rey-Golliet — crise des consciences ! —, des maîtres ou des maîtresses, pour ne pas être en butte à l'innommable malaisance des magnats du sabotage de l'E.P.S. et de leurs complices imbéciles, quelques-uns pour être débarrassés, disent-ils, une demi-heure par semaine ou une demi-journée par jour de leurs élèves (ces maîtres et ces maîtresses doivent aimer véritablement leurs élèves, leur métier, l'école), les abandonnent à l'importation quel moment de la journée scolaire, aux moniteurs militaires municipaux.

Ferons-nous appel en vain à la conscience des médecins scolaires, des inspecteurs primaires, des maîtres et des maîtresses, pour libérer l'école du rey-golliétisme stupide et malaisant ?

(A suivre), Maurice JABOUILLE.
Instituteur public.

L'automobile meurtrière

Versailles, 31 octobre. — L'automobile de M. Bonneloy-Sibour, préfet de Seine-et-Oise, descendant l'avenue des Champs-Élysées, à Paris, lorsqu'elle fut coincée entre deux véhicules. Le chauffeur est blessé. Le préfet est indemne.

Sauvons - les des bourreaux

Vanzetti et Sacco vont mourir

L'*Industrial Solidarity*, organe officiel de l'*Industrial Workers of the World* (I.W.W.), publie dans son numéro du 15 octobre dernier un article intéressant que nous donnons à nos lecteurs, afin de leur montrer les sales procédés de la justice et de la police américaine pour tuer le mouvement révolutionnaire ouvrier.

Nicola Sacco et Bartolomé Vanzetti, italo-américains révolutionnaires, ont fait un pas de plus vers la chaise électrique quand le jugement de Webster Thayer a refusé formellement la révision du procès demandé par le conseil de la défense. L'appel devant la cour suprême de Massachusetts reste maintenant le seul espoir de ces deux jeunes ouvriers d'avoir la chance de prouver leur innocence du meurtre dont on les accuse. Ils furent condamnés pendant la période de la vague de réaction et de lutte contre les étrangers qui suivit la guerre.

Le cas de Sacco et Vanzetti, maintenant dans la période la plus critique, a éveillé dans le monde entier une vive agitation, parce qu'elle concordait avec les raids sanglants contre Palmer, préfet de police de New-York.

Ils furent arrêtés le 5 mai 1920, près de Brockton (Massachusetts), comme ils se préparaient à se rendre à un meeting populaire de protestation contre la mort tragique, dix jours auparavant, de leur camarade Andréas Salsedo, qui était tombé de la hauteur du quatorzième étage, des «chambres de justice» de Park Row, à New-York.

Sacco et Vanzetti avaient été demandés pour établir la vérité sur ce fait que la mort mystérieuse de Salsedo suivit sa séquestration artificielle, son emprisonnement «au secret» sans que personne puisse l'approcher ni lui parler, pendant deux mois. On disait que cette mort était le résultat des méthodes utilisées par les agents de Palmer pour couvrir et masquer leurs illégalités.

Le jour qui suivit leur arrestation, Sacco et Vanzetti apprirent qu'ils étaient inculpés du meurtre d'un garde d'une compagnie manufacturière de chaussures, qui avait été tué trois semaines auparavant par des bandits en auto, en face de l'usine Rice et Hutchinson, à South-Braintree (Massachusetts).

Sacco et Vanzetti proclamèrent leur innocence et eurent de nombreux témoins qui vinrent parler en leur faveur ; mais ils furent condamnés l'été suivant par la cour de Dedham, comme coupables d'un meurtre «du premier degré», malgré que la défense eût établi de nombreux témoignages en faveur des accusés et de grosses irrégularités judiciaires au préjudice des accusés.

En plaidant pour la révision du jugement, les attorneys Moore, Mac Anarney et Thompson, présentèrent cinq motions, accompagnées de nombreux témoignages formulés des faits nouveaux, produisant des sensationnelles confessions de témoins. Les témoins jugèrent qu'ils avaient été forcés par le «procureur» (le procureur).

C'étaient Louis Pelzer (qui plus tard devait encore se contredire) comme Gaston Means dans l'affaire Dangherly, Carlos E. Doodridge et Lola Andrews.

La cinquième motion établit que le témoignage de l'expert Hamilton, lequel était accompagné de photographies qui montraient que les traces de la balle du meurtre sont tout à fait différentes de celles du revolver qui possédait Sacco.

Les constatations du capitaine Proctor, expert de la police, sont aussi relevées. Elles disent qu'il a fait la comparaison entre la balle du revolver de Sacco et celle du meurtre, avec ses propres observations premières, faites sur la demande de l'attorney du district.

Le juge Thayer, sans s'occuper de toutes ces motions, ni de la sensationnelle évidence des rétractations, n'a pas accédé à la demande de la défense.

Quand cessera le martyre de Taullèle et de Bouvet ?

Ce n'est pas parce que Cottin, Gaston Rolland, Jane Morand et Goldsky ont été libérés que l'Amnistie «intégrale et immédiate», promise par le Bloc des Gauches à la veille des élections, a été accordée par le gouvernement de M. Herriot.

Très malin, le Premier radical-socialiste s'est figuré anéantir le mouvement de revendication populaire pour la libération de toutes les victimes de la guerre et de la lutte sociale en ouvrant les portes des prisons aux quatre ou cinq camarades qui, par leur popularité ou par l'éclat de leurs gestes, illustraient le mieux aux yeux du public, la répression réactionnaire et militariste.

Il est évident que nombreux sont les malheureux ou les indifférents qui s'étonnent de nous voir encore protester pour l'Amnistie. Bien souvent nous entendons retentir : «Mais de quoi vous plaingez-vous ? Et que réclamez-vous ? Cottin est libre».

Il nous faut donc faire comprendre que dernièrement, Cottin, Gaston Rolland, Jane Morand et Goldsky, ont laissé au bagne, dans les Centrales et en Afrique, des centaines et des centaines de camarades qui ont été condamnés pour des attitudes ou des actes absolument identiques. Il y a la masse des déserteurs et des insoumis, il y a tous les révoltés, tous les batailleurs de la lutte des classes. Il y a — hélas ! — beaucoup d'inconnus et de méconnus. Mais il nous faut, dès aujourd'hui, signaler, un par un, tous ces cas, à fur et à mesure qu'ils nous seront signalés. Il nous faut intéresser le public à des figures nouvelles. Il nous faut rappeler celles qu'il a oubliées.

Et de nouveaux Cottin, de nouveaux Gaston Rolland vont surgir que le gouvernement sera bien contraint, un jour ou l'autre, de libérer — à moins qu'il se nie le droit même de grâce amnistiant qu'il s'est fait accorder par les Chambres.

Pour aujourd'hui, contentons-nous d'évoquer Taullèle et Bouvet.

C'est le 1er mai 1922. A la fin de la manifestation syndicaliste du Parc des Obliats, à la porte de Saint-Ouen c'est la sortie des grévistes. Ce sont les habituels déploiements de police ; les traditionnelles provocations de la flicaille. Des camarades sont entourés par les brutes, frappés à coups de matraques, à moitié assommés : le sang coule, Taullèle voit cela. Il est nouvellement arrivé de sa province. C'est la première fois qu'il assiste à de telles scènes de sauvagerie. Son sang ne fait qu'un tour en son organisme bouleversé. Il entend les cris des copains. Il voit les bourgeois accourir plus nombreux encore, revolver au poing. Taullèle tire dans le tas. Il a blessé un agent.

Dix ans de réclusion.

Va-t-on laisser pour huit ans encore dans sa cellule celui qui n'écoula que l'élan généreux de son cœur — en courant à l'aide de ses frères de misère ? Est-ce que le cas de Taullèle n'est pas vraiment le plus amnistiable de tous les cas ? Nous nous permettons de le signaler à ceux qui se flattent de pouvoir rappeler aux autorités du Bloc des Gauches leurs promesses et d'en obtenir les mesures bienveillantes.

Ne cessons pas, non plus, de conter le martyre du petit Bouvet.

Sous le nom de Juvenis il était connu dans nos milieux pour son individualisme. C'était un studieux et un timide. Pauvre de tempérament physique, il ne pouvait, sans un grand frémissement, assister aux spectacles de cet après-guerre qui glorifiaient les meurtriers du Proletariat.

Un 14 juillet, Poincaré et Millerand, tout puissants, défilent, avenue des Champs-Élysées, parmi la foule stupide qui les acclame. Le petit Bouvet s'imagina les champs de carnage ; il a la vision horrible de la misère et de la douleur que provoquent directement ces chefs de la Réaction. Et dans le soleil, parmi les musiques, il les voit triompher.

Le coup de revolver de Juvenis fut le geste symbolique par lequel la jeunesse de Paris, en ce 14 juillet 1922, s'insurgea contre le règne des deux macabres policiers qui portaient lourdement leur part de responsabilité dans l'immense tuerie internationale.

Depuis... les hommes du Bloc des gauches ont délogé Millerand et Poincaré. Nous nous souvenons même qu'un lendemain des élections, alors que Millerand prétendait se cramponner dictatoriallement à son fauteuil présidentiel, les amis de M. Herriot, Pierre Bertrand en tête, ne parlaient rien moins que d'user de la violence contre le malaisant et prétentieux bonhomme de Batclan.

Is ne firent que menacer. Eh ! bien, Bouvet lui non plus ne tira, ni ne blessa Millerand.

Il avertit simplement par un coup de revolver tiré en l'air.

Il serait de toute justice que le gouvernement de M. Herriot libérât le petit Juvenis.

S'il ne le fait pas tout de suite, c'est comme s'il le condamnait à mort. Bouvet poitrinaire se meurt du régime pénitentiaire. Chaque jour d'enfermement creuse un peu plus dans sa poitrine le poignard empoisonné de la tuberculose.

Ouvrir à ce jeune homme la porte de sa prison serait, de toute façon, une indispensable mesure d'humanité. Que l'on se hâte, quand il est temps encore !

Sus aux mercantis du meublé

Toujours des faits

Reprenons notre enquête. Pour aujourd'hui, un témoignage suffira. Il émane d'un camarade sérieux qui n'avance pas des faits à la légère.

Après demain, nous étudierons de près la loi concernant les locations en meublé.

Pour un instant, nous nous ferons une idée juste, si j'ose dire, et nous constaterons que, même du point de vue strictement bourgeois, les tiliers sont le plus souvent dans leur tort.

Écoutez donc ce camarade.

« Vous demandez des faits précis pour servir à vos campagnes contre les tiliers. Vous pourriez en recueillir de scandaleux presque à chaque porte d'hôtels ou maisons meublées. En voici quelques-uns dont je me porte garant (faits résumés sans commentaires).

En décembre 1923, le tiliér du n° 3 de la rue Saint-Sauveur exigeait 300 francs par mois pour une chambre et une cuisine, d'un ménage avec deux enfants. Ce réduit décoré pompeusement du nom d'appartement laissait pénétrer l'air par toutes les jointures des portes et du parquet au point que le chauffage était parfaitement inutile. La lumière filtrée parcimonieusement par des vitres et des rideaux infects comme tout le reste était très favorable au cafard le plus noir. Voici les dimensions, les vitres : chambre 4 x 4,50, cuisine sans fenêtre 130 x 280. Il n'est pas inutile d'ajouter que cet... appartement n'était loué aux locataires précédents (3 personnes) que 270 frs., mais en raison de nos 2 enfants qui portaient notre nombre à 4, on exigeait de nous 30 francs de supplément, ce qui constituait assez justement une prime aux familles nombreuses.

Passons au deuxième. Vous avez au 52 de la rue Davy, une tilière qui se contente de louer très cher (220 francs) pour une modeste chambre et d'imposer à ses locataires un minimum de consommations en vins, apéritifs et autres produits hygiéniques, celle-ci est presque propre et presque honnête, mais lisez la suite, c'est le bouquet de la fin.

A Saint-Ouen, place Peyret est sise une maison qui n'est devenue tôle que depuis un an environ. Cette maison appartient à un soi-disant communiste dont je veux encore faire le nom uniquement par pitié, car je ne le crois pas mauvais diable personnellement. Le diable ici est en jupons. J'ai de bonnes raisons de le croire car lorsque l'enlèvement parle l'empantonné par inadvertance ce doit se faire. Quoi qu'il en soit, voici l'intéressant. Ces braves gens ne sont propriétaires que depuis peu de temps et tiliers depuis moins encore, ce qui laisse espérer que peut-être un avertissement suffirait.

Je dirais donc que ces braves gens devaient depuis peu de temps propriétaires d'une maison et de la destinée de 3 locataires son-

gèrent immédiatement à en tirer scandaleusement profit. Pour cela, à l'aide de moyens aussi doucereux que possible, ils parvinrent à persuader une pauvre femme, locataire du 1er étage à déménager, sous le prétexte de prendre personnellement possession de son logement. La pauvre naïve vendit la plus grande partie de ses meubles et emménagea avec le reste un réduit infect au rez-de-chaussée, cela valait mieux que la rue, mais l'histoire commence seulement ici. Dès que le logement fut libre on condamna une porte, on construisit une cloison pour séparer la plus grande pièce en deux petites et du logement de 400 francs on fit une chambre et un logement meublé loué actuellement : la première 110 francs, la seconde 220 francs, soit 330 francs = 3,960 francs par an. On y fournit aucun linge, par conséquent pas de blanchissage, pas de lumière, pas de gaz, l'eau à 100 mètres. Que dit-on de cela ? N'est-ce pas admirable ? N'est-il pas merveilleux, ce résultat obtenu avec 200 francs de meubles lamentables, beaucoup de toupet, pas du tout de scrupule et une conscience de socialiste.

Ces quelques remarques sont d'une bonne psychologie et d'une observation clairevoyante.

Nous en réservons d'autres à nos lecteurs, qui peut-être conviendront que nous serons inlassables dans l'œuvre entreprise.

Guy SAINT-FAL.

Le Comité National de la Fédération du Bâtiment

Le C. N. F. du Bâtiment a tenu ses assises, hier, avenue Mathurin-Moreau. La séance fut présidée par Mathis, délégué de la 13^e région. 12 régions sur 13 étaient représentées.

Avant d'aborder la discussion, le Comité national vota l'exclusion du délégué de la 10^e région pour indélicatesse envers son syndicat et la Fédération et l'on passe immédiatement à l'ordre du jour.

Jouve expose la situation fédérale et après l'intervention de différents camarades sur les colonnes déversées par le Parti communiste et la position prise par le Bureau de la C.G.T.U.

Une motion préjudicielle, flétrissant les agents syndicaux au service «d'un Parti et d'un gouvernement dont les exploits et les tyrannies à l'égard des ouvriers n'ont d'égal que ceux de Wrangel, Mussolini, etc., etc.

Cet ordre du jour est adopté par 10 régions et est présenté ensuite l'ordre du jour suivant qui est adopté par 10 voix contre une abstention.

Le Comité national réuni le 31 octobre 1924, après avoir entendu les diverses explications du Bureau de la Fédération et les explications du camarade Bondoux que des individus, pour les besoins d'une cause, accusent journellement par la presse, d'avoir été l'instigateur des sanglants incidents du 11 janvier, et journellement d'être un agent provocateur et un agent du Comité des Forges.

Se déclare complètement solidaire de ce camarade qui n'a toujours œuvré que dans l'intérêt des travailleurs du Bâtiment ; lui maintient son entière confiance, voue au mépris de la classe ouvrière tout entière, les individus qui, jésuitiquement, ne craignent pas d'user de la calomnie pour arriver à leur but, qui n'est autre chose que la disparition du mouvement syndical au profit d'un parti politique.

Décide la publication des procès-verbaux de la Commission d'enquête dans le «Travailleur du Bâtiment» et toute la presse.

Une troisième motion est déposée par Jouve qui conclut en déclarant reprendre à ce jour la motion votée au dernier Comité national sur la main-d'œuvre étrangère, voue au mépris de la classe ouvrière ceux qui osent, pour arriver à leur but, employer de tels moyens, et se déclare solidaire du Bureau fédéral et de la Commission Exécutive.

Cette motion est également adoptée par 10 régions contre une.

Les débats se poursuivent sur l'Unité et l'Autonomie. Les délégués de journaux apportent la voix de la province et Frago, au nom des Terrassiers, propose à nouveau la convocation d'un Congrès de tous les syndicats adhérents aux deux fédérations du Bâtiment et s'oppose à ce que les syndicats autonomes définis tels y participent. La discussion continue et l'ordre du jour n'étant pas épuisé, une séance de nuit est décidée.

A une heure et demie du matin, notre camarade reporter n'étant pas revenu, nous ne pouvions, à notre grand regret, donner la fin de la séance.

Les projets d'un ministre

Le ministre de l'Agriculture a de vastes projets en tête. Il prépare un projet de loi sur toutes les questions à l'ordre du jour.

Mais, comme ses prédécesseurs, il patage dans la même boue financière où s'enlissent les plus beaux espoirs.

Écoutez son boniment :

« Il est d'un grand intérêt pour l'Etat que ce tonnage soit acheté en Allemagne suivant la procédure des accords de Londres (plan Dawes), car la valeur en sera payée aux fournisseurs allemands par l'argent des paiements, tandis que l'achat dans tout autre pays nécessiterait l'exportation d'environ cent millions de francs. »

Réforme radicale-socialiste

ON VA AUGMENTER LES MILITAIRES

Le ministère propose l'augmentation des pensions militaires et le relèvement des soldes.

Pour y arriver, il s'agit de 380 millions, on va serrer la vis un peu plus aux contribuables, impôts sur l'alcool, sur les valeurs mobilières, majoration, impôt sur le revenu, etc.

On a l'air de frapper les riches, mais ce sont les pauvres qui payeront.

Dans tous les cas, on pourrait mieux utiliser ces sommes qu'à donner aux galonnards des traitements encore plus forts.

Le trust de la publicité

Les grands canards, qui déploient leurs ailes sur l'immense foule des imbéciles qui veulent du mensonge et du sadisme tous les matins, vont frustrer la publicité, à présent que cette volaille va augmenter de prix.

Les agents de publicité ont fait ce calcul

que l'on achetait communément deux journaux tous les matins : l'un d'informations, l'autre d'opinion, et qu'il suffisait de donner la réclame aux vastes et tièdes organes légitimes et endormeurs, plutôt qu'aux organes combattifs.

D'autant plus, pensent-ils, que le public abêti par eux — et il en est un qui les lit exclusivement — sera d'autant mieux dupé qu'il sera moins intelligent.

Espérons qu'il y aura des hommes assez sensés pour refuser à cette presse avilie leur concours pécuniaire.

Le pain à 1 fr. 65 le kilo

Et vive le Bloc des Gauches ! Tout va bien, on seulement le gouvernement de M. Herriot fait massacrer les Marocains, mais il se charge de faire crever de faim les survivants. C'est ainsi que le pain vient d'être porté à 1 fr. 65 le kilo, à Casablanca. La presse marocaine s'étonne que le prix du kilo, de pain soit de 0 fr. 30 supérieur à celui de France, quand le quintal de blé est inférieur de 7 francs, et constate avec stupeur que l'augmentation de 4 francs par quintal de blé a produit une hausse de 15 francs sur le pain produit par ce quintal.

Cela ne nous étonne pas, nous autres. S. M. Herriot même sa petite politique coloniale, et sous un couvert démocratique il ruine des desseins impérialistes.

Mais tout passe. Déjà le peuple se rend compte de l'erreur commise et constate qu'Herriot ne fait pas mieux que Poincaré. C'est le commencement de la fin, et Herriot comme Poincaré crévera de n'avoir pu donner satisfaction à la classe ouvrière qui travaille dur pour crever de faim.

Nos Échos

Dialogue nocturne.

Jamais on ne vit pareille affluence de « clochards » dans les rues de Paris, à ces heures très matinales où les voitures marchent descendant lentement pour s'engouffrer dans le ventre de la ville monstrueuse.

A la pointe Sainte-Eustache, deux d'entre eux causent. Écoutons-les :

— J'ai bien vingt francs pour coucher, mais les carrés en coûtent vingt-cinq.

— A ce prix, j'aime mieux boire jusqu'au matin...

— Tu as bien raison, mon vieux, il vaut mieux engraisser les bistrottes que les tiliers.

Mais non, ajoute un troisième, appuyé sur une béquille, venez, je connais un camarade qui a une soupente au sixième, une vraie occase, et qui nous recevra ce soir...

Authentique et douloureux, ce dialogue se perd dans la nuit où disparaissent les trois ombres.

Dans les Théâtres

SARAH BERNHARDT

Passé la Grille

Pièce en quatre actes et cinq tableaux de MM. Mouëzy-Éon et Marcel Pollet

C'est une bien stupide histoire que nous raconte l'auteur de *Tire au Flanc*, une de ces bonnes vieilles histoires de nihilistes, comme on en trouve dans certains fascicules qui font la joie, tout en les abrégissant, des enfants d'une douzaine d'années.

Hélène, belle et séduisante nihiliste, a été désignée, par ses collègues de Paris, pour aller tuer le tsar Alexandre III. Comme vous voyez, ça sent un peu le... Mouëzy-Éon. Elle part donc pour Pétersbourg, sachant qu'un colonel américain devait s'y rendre également, que ce militaire serait porteur d'un passe-port pour lui et sa femme, que sa femme renoncera à son voyage, ce qui lui permettrait à elle, Hélène, de passer la grille, c'est-à-dire la frontière, en son lieu et place, non sans avoir au préalable séduit son américain de mari. Tout se passe selon ces prévisions.

Si les nihilistes de ce temps étaient prodigieusement bien renseignés, les policiers du tsar ne l'étaient pas moins. Ils attendaient notre belle Hélène ! Mais, s'ils réussirent à l'empêcher de transformer en *De profundis* le *Bodje tsara Kraini* qui accompagnait l'entrée du tsar, ils ne parvinrent pas à l'arrêter. Une chambrière de la cour, dévouée à la cause, se trouvant là providentiellement pour lui prêter ses vêtements.

Ce n'était vraiment pas la peine de s'y mettre deux pour dépenser si peu d'imagination. Les situations se dénouent avec une facilité, une simplicité déconcertantes.

Une exposition de costumes de l'époque (1883), présentée par d'experts mannequins, constitue le seul intérêt de ce spectacle ridiculement enfantin.

Pierre MUAIDES.

LES SPECTACLES

Opéra. — 20 heures : Samson et Dalila ; Slang Sin.

Opéra Comique. — 13 h. 30 : La Vie de Bohème ; Quand la cloche sonnera ; 20 heures : Le Roi d'Ys ; Cavalleria Rusticana.

Trianon Lyrique. — 14 h. 30 : Le Petit Duc ; 20 h. 30 : Si j'étais Roi.

Trianon Lyrique. — 20 h. 30 : Les Dragons de Villars.

Comédie-Française. — 13 h. 30 : Le Mariage de Figaro ; 20 h. 30 : Les Affaires sont les Affaires.

Odéon. — 14 heures : La Vie de Bohème ; 20 h. 30 : Le Mariage de Mademoiselle Beaulmans.

Fort Saint-Martin. — L'Amour.

Nouvel Ambigu. — Matinée : Vieil Heidelberg ; soirée : Napoléonette.

Comédie des Champs-Élysées. — Le Testament du Père Lelu.

Studio des Champs-Élysées. — A l'Ombre du Mal.

Femina. — La Chauve-Souris.

Théâtre des Arts. — La Rivalité de l'Homme, L'Atelier. — 20 h. 30 : Le Veau Gras.

Théâtre de Paris. — La Tentation.

Théâtre National Populaire. — 20 h. 15 : Trocadéro ; Le Passant ; Le Tombeau sous l'Arc de Triomphe.

A travers le Monde

ANGLETERRE

LA VICTOIRE DES CONSERVATEURS

La répercussion au Stock Exchange

La victoire conservatrice a causé une joie très vive dans les milieux financiers de la Cité, où personne n'avait envisagé la possibilité d'une majorité aussi écrasante pour les unionistes.

Au Stock Exchange, on exprime l'avis que les effets du succès des conservateurs ne se feront réellement sentir que d'ici quelques jours.

Cependant, d'ores et déjà l'emprunt de guerre 5 % est monté à 101 ; le 4 1/2 convertissable a atteint 99 1/4 et les valeurs des Compagnies de chemins de fer ont accusé une hausse assez sensible.

Dans les milieux financiers on est convaincu que le prochain gouvernement conservateur pourra rester au pouvoir plusieurs années.

L'AFFAIRE ZINOVIEF

M. Mac Donald attendra les résultats de l'enquête avant de démissionner.

Londres, 31 octobre. — A White Hall, on déclare ce soir qu'une des principales raisons pour lesquelles M. Mac Donald n'a pas encore pris de décision au sujet de la démission du cabinet, est que le premier ministre, fidèle à la promesse qu'il a faite à Cardiff de provoquer des recherches sur l'authenticité de la lettre attribuée à Zinovief, désire liquider cette question avant toute autre chose.

Les ministres travaillistes sont convaincus que les membres du Comité spécial chargé d'effectuer l'enquête prescrite, seront à même de présenter leur rapport dès lundi prochain. C'est pour cette raison que le cabinet s'est ajourné à mardi.

BELGIQUE

LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

Au 23 octobre, le nombre de billets de banque en circulation dans le pays représentait une valeur globale de 7.573 millions de francs. C'est là le chiffre le plus bas depuis mars dernier.

NOUVELLE GREVE DU CHARBONNAGE

Les houilleurs occupés au puits n° 27 du charbonnage des produits de Flénu, à Jemmapes, se sont mis en grève au sujet d'un conflit dans l'exécution de leur travail.

ÉTATS-UNIS

LES ELECTIONS A LA PRESIDENCE

Dans les milieux politiques on considère comme à peu près certaine la réélection de M. Coolidge à la présidence.

Toutefois, on fait remarquer que le conflit qui s'était manifesté entre le président et le Congrès deviendra plus aigre quand il s'agira du nouveau de l'établissement du budget.

Les démocrates et les partisans de M. La Follette sont d'avis que la coïncidence des élections des membres de la Chambre des représentants avec l'élection présidentielle, réduira à néant la faible majorité que détiennent les républicains avec 221 sièges à la Chambre des représentants, sur un total de 435.

LA LUTTE CONTRE LA MORT

La lutte entreprise par la science contre la mort continue de progresser. Selon les statistiques que vient de publier la Metropolitan Life Insurance, il résulte que la mortalité pour le mois d'août dernier, sur 15.000.000 d'assurés occupés dans des entreprises industrielles diverses, la mortalité n'a été que de 7,3 pour 1.000, ce qui représente le chiffre le plus bas qui ait été constaté jusqu'ici pour ce mois. Comparés aux chiffres du mois d'août précédent, il y a une diminution de 13 0/0.

La fièvre typhoïde et la tuberculose sont en régression marquée, les morts par accidents se sont chiffrés par 67 pour 100.000, et même les accidents mortels d'auto sont moins nombreux qu'ils ne l'étaient en juillet.

L'EMPRUNT ALLEMAND AUX ETATS-UNIS

On annonce de source autorisée que le montant des souscriptions à l'emprunt allemand, qui est d'environ 101 millions de dollars, sera expédié en plusieurs fois en

Allemagne pour y être placé dans les réserves de la Reichsbank, au lieu d'être laissé à New-York pour le paiement des achats allemands.

LA RECOLTE DU COTON

Se basant sur les derniers chiffres statistiques officiels, M. Francis Sisson, vice-président du Guaranty Trust, estime que la récolte du coton de cette année sera certainement la plus abondante et dépassera toutes les récoltes depuis 1914.

Les prévisions officielles pour la récolte à la mi-septembre étaient de 12.596.000 balles, mais les évaluations privées dépassaient ce chiffre. La consommation américaine pendant les douze mois finissant le 31 juillet a été de 5.669.000 balles, contre 6.665.000 balles l'année précédente.

ITALIE

UN NOUVEAU PARTI LIBERAL

Le *Giornale d'Italia* assure qu'à la suite de dissensions qui se sont manifestées au sein du groupe libéral, une scission se produirait. Il se formerait prochainement un parti dit « groupe libéral de gauche » sous les auspices de M. Giolitti.

UNE GREVE DE GARÇONS DE CAFE

Les garçons de café de Naples s'étant mis en grève ce matin, tous les cafés de la ville sont fermés.

RUSSIE

LES CONCESSIONS

L'on annonce d'Italie aux journaux de Berlin que le gouvernement des Soviets vient d'accorder à un consortium italien la concession exclusive pour trente-trois ans, de l'exploitation houillère du bassin du Donetz. Un accord à cet effet a été passé entre Mussolini et Jurenev, ambassadeur des Soviets à Rome.

Il n'y a pas longtemps on avait également annoncé des pourparlers entre les Soviets et le milliardaire américain Harriman, au sujet de la concession des mines de manganèse, en Géorgie.

Les bolcheviks accusaient les mencheviks géorgiens d'avoir organisé la récente insurrection dans le but de livrer les richesses minières de leur pays au capitalisme international. Actuellement ce sont eux qui livrent ces richesses-là en Géorgie, comme en Russie. Harriman, Mussolini et les Soviets. Surcapitalisme, fascisme et communisme.

Mais cet assemblage hybride ne saurait durer longtemps.

STATISTIQUE DE GREVES

Le Bulletin du bureau central des Unions professionnelles lettonnes vient de publier les statistiques des grèves russes, pour 1922 et 1923. Les chiffres qu'on va lire sont empruntés aux communiqués officiels (et incomplets) du gouvernement des Soviets.

Il y a eu en 1922 et 1923 dans la Russie soviétique 505 grèves avec 154.278 participants. Dans la métallurgie, le nombre total des grévistes a été de 12,3 % du nombre total des ouvriers métallurgistes, dans l'industrie minière de 22,8 %, et dans l'industrie textile de 2,6 %.

Dans plus de la moitié des cas le non-paiement des salaires a été la cause déterminante des grèves. 34,2 % des grèves ont réussi, complètement, 31,1 % partiellement et 34,7 % se sont terminées par un échec.

LA CRISE DES CELLULES D'USINES

A la réunion du Comité Exécutif de Pétersbourg, le délégué des cellules d'usines s'est plaint de l'accroissement du nombre de démissions, au sein de ces groupes. Ce sont surtout les ouvriers (car il y a là-bas aussi des ouvriers honoraires) qui s'en vont.

Le rapporteur a cité les raisons principales des démissions : la fatigue physique, la difficulté d'assurer l'existence matérielle en militant dans les rangs du parti ; l'attitude ironique des ouvriers sans parti qui se gaussent des communistes aux réunions et enfin le boycottage dont ces derniers sont l'objet en dehors des usines.

BRÉSIL

NOUVEAU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

Un message de Buenos-Aires annonce qu'un nouveau mouvement révolutionnaire

ALLEMAGNE

LES GENERAUX BAVAROIS

ET LE GENERAL LUDENDORF

Berlin, 31 octobre. — Les généraux de l'ancienne armée bavaroise ont pris de nouveau position le 27 octobre dans le conflit entre le prince Rupprecht de Bavière et les généraux bavarois. Sur 36 généraux, convoqués, 27 se sont présentés et ont décidé, sur la demande du prince Léopold de Bavière, de rompre toutes relations avec le général Ludendorff, pour avoir porté publiquement contre le prince Rupprecht, d'arrogantes accusations.

CHINE

PROPOSITIONS DE PAIX

On mande de Shanghai que le maréchal Ou Pei Fou a offert de cesser les hostilités si le général chrétien Feng persadé à Tchang So Lin de se retirer au delà de la grande muraille et si tous les partis sont d'accord pour revenir au *statu quo ante bellum*.

Chang Chou Tsen, qui sert de médiateur, est arrivé à Tien Tsin. Dans les cercles officiels de Shanghai on croit généralement que le changement d'attitude du maréchal Ou Pei Fou peut amener la paix en Chine dans quelques jours.

GRÈCE

SIMAGRES BOURGEOISES

Le nouveau ministre allemand, qui, il y a plusieurs semaines, créa une sorte d'incident diplomatique en refusant d'adresser la parole en Français au président, comte Condouriotis, a remis ses lettres de créances aujourd'hui au président.

On était arrivé en vue de cette formalité à un compromis. Le ministre allemand s'exprima dans sa langue maternelle, mais sa déclaration fut immédiatement traduite en Français. Quant au président, il a répondu en Grec, et sa réponse fut traduite en Français par le chef du protocole.

HOLLANDE

UNE NOUVELLE METHODE

DE PRESERVATION DES FRUITS

Un nouveau mode de préservation des fruits vient d'être essayé avec plein succès. La méthode inventée par le docteur Cramer, de Buitenzorg (Java), consiste à tremper le fruit dans une solution de caoutchouc liquide. Au bout de quelques instants, exposé à l'air frais, le fruit ainsi traité se trouve recouvert d'une mince membrane de caoutchouc, laquelle, empêchant tout contact avec l'air ambiant, retarde la maturation.

Le nouveau procédé a été utilisé pour l'expédition en France de mangues et de fraises, et ces fruits sont arrivés à la Société d'Alimentation en parfait état de conservation.

En peu de lignes...

Prochain Conseil

Paris, 31 octobre. — Nos ministres se réuniront mardi prochain, 4 novembre, à 11 heures. Ils ne vont certainement pas faire diminuer la vie, et leurs discours n'empêcheront pas le prix du pain d'augmenter.

Doumergue recevra

Doumergue, très diplomate et roublard, va inaugurer, tous les mercredis, un système de réception des parlementaires qui lui en exprimeront le désir. Ces petites parolottes constitueront la cuisine politique élyséenne.

Le droit des femmes

Au Musée social, les femmes se sont réunies en Congrès pour discuter de leurs droits. Des professeurs ont pris la parole sur le travail des femmes et la maternité et jusqu'à ce n'était pas mal. Mais quand ils ont abordé la question du suffrage, ils

s'est déclaré au Brésil, parmi les troupes fédérales de l'Etat de Rio Grande do Sul. On signale que deux régiments de cavalerie en garnison à Uruguayana et à Saborja ont pris possession de ces deux villes sans coup férir.

Accident bizarre

Hier, à Narbonne, dans l'Ande, le jeune Henri Jouglu, âgé de cinq ans, dont les parents habitent Boulevard Ferroul, s'est étouffé en avalant un morceau de viande. Il n'est jamais inutile de surveiller des marmots qui mangent trop vite.

Herriot télégraphie

Herriot télégraphie au secrétaire général de la Ligue de l'Enseignement pour le féliciter de sa campagne laïque bienfaisante dans le passé. Il parle d'égalité dans l'instruction. Celle-ci ne peut résulter que d'une rénovation totale des mœurs et des institutions.

Jour des Morts

La duchesse de Vendôme et divers barons belges vont commémorer la mémoire des soldats belges tués durant le cataclysme guerrier. Ces pompes et ces discours ne leur rendront pas la vie.

Fillette enlevée et souillée par un valet de chambre

Le 27 août 1923, Arthur Besse, alors âgé de 36 ans, valet de chambre dans un château de la commune de Lamongie-Montastruc, se présentait à l'orphelinat de la rue du Pont-Saint-Jean, à Bergerac, et se faisait confier un enfant de 13 ans pour, disait-il, la conduire à quelques pas voir sa mère. En réalité, il montait avec elle en automobile et se rendait à Mouleydier, puis à Libos, où il se livrait sur la malheureuse enfant à d'odieux attentats, puis la mettait dans un train à destination du Buisson, où elle fut recueillie par le chef de gare et ramenée à Bergerac.

Arthur Besse va être transféré à Bergerac.

Drame de la jalousie

Versailles, 31 octobre. — A la suite d'une violente discussion motivée, probablement par la jalousie, un garde particulier, nommé Berg, au service du marquis de Rochambeau, à Fontenay-Saint-Père a tué sa femme de deux coups de revolver.

Le meurtrier, aussitôt arrêté, a été mis à la disposition du juge d'instruction de Mantes.

A la Maison des Journalistes

Notre lyonnais international est allé se faire congratuler à la Maison des Journalistes. Il a parlé de solidarité professionnelle et sociale. Il aurait dû parler surtout de cette indépendance absolue vis-à-vis du pouvoir établi qui devrait toujours caractériser la pensée libre. Sa présence même ne lui permettait d'ailleurs pas un tel discours.

Un hydravion se brise

Un mort, trois blessés

Lorient, 31 octobre. — Un hydravion du port de Lorient, piloté par l'enseigne de vaisseau Menez, de Brest, s'est brisé devant Hourtin. Cet accident a fait trois blessés grièvement et un tué, qui est un quartier-maître du port d'Etel (Morbihan). Les familles vont être avisées.

Jurés au Panthéon

M. François Albert, ministre de l'Instruction publique, a tracé le programme de la translation des cendres de Jaurès au Panthéon pour le 27 novembre prochain. Ce sera une froide cérémonie bourgeoise, qui précédera celle où l'on transportera à son tour Anatole France.

On emprunte

Clémentel emprunte encore. Il prépare une émission prochaine. C'est toujours le système du bouche-trou grâce aux économies d'une foule de gens qui font confiance au dieu Etat et à ses prophètes.

Tueurs du volant

Dijon, 31 octobre. — A trois kilomètres environ de Dijon, rentrant à bicyclette par la route de Troyes, Georges Royer, 44 ans, négociant à Dijon, voulut se garer d'une automobile, mais un brusque dérapage de son vélo le jeta à terre, où il resta inanimé. Un médecin, qui voyageait précisément dans l'automobile, lui donna des soins immédiats et l'emmena à l'hôpital, mais le malheureux succomba après avoir subi l'opération du trépan.

Doumergue et les arts ménagers

Le père Doumergue, célibataire endurci, est allé au salon des arts ménagers, où il a écouté des palabres sur « le problème difficile des domestiques ».

Je te crois, mon vieux président, qu'il est calé ce problème-là, depuis que hommes et femmes se sont aperçus qu'ils étaient vraiment trop dupes de servir des riches, et

qu'ils avaient tout avantage à les laisser se débrouiller de leurs propres mains.

La tuberculose des bovidés

On s'occupe d'un projet de loi sur la tuberculose des bovidés, et l'on discute sur son influence à propos de la tuberculose humaine.

Ne pourrait-on mettre autant de zèle à supprimer les taudis qui engendrent cette épouvantable maladie, et à créer des logis sains et agréables d'un prix abordable ?

Une initiative inutile

Lille, 31 octobre. — Le Préfet du Nord a l'intention de constituer jeudi prochain un comité d'études destiné à réunir tous les éléments susceptibles de permettre la lutte contre la vie chère.

Dans ce but, il fera appel, notamment aux producteurs, aux intermédiaires, aux compagnies de transport, ainsi qu'aux personnes appartenant à l'industrie, au grand et au petit commerce. Le préfet sollicitera également la collaboration de la presse locale.

Tout ce tam-tam préliminaire est une poudre aux yeux semblable à celle des charlatans qui prétendent vous guérir de toutes les maladies...

LEURS DIVIDENDES

— Un ouvrier agricole, nommé François Garcia, originaire de Cadenet (Vaucluse), employé chez un fermier de Corgoloin (Côte d'Or), a glissé dans la boue devant un tombereau chargé de betteraves, et est tombé sous les roues. Il est mort sur le coup, la poitrine broyée.

— Le Havre, 31 octobre. — Les sapeurs-pompiers du Havre ont été appelés ce matin à la cale de radoub, où deux hommes étaient tombés asphyxiés au fond d'un caisson. Les deux victimes, Jean Legoff et Castonier, furent ramenés à la surface. On leur a appliqué la respiration artificielle, mais leur état reste grave, et ils ont été transportés à l'hôpital.

— Jancy, 31 octobre. — Le brigadier de manœuvre George, 31 ans, de la Compagnie de l'Est, a été renversé et brisé par une rame de wagons en gare de Pompey.

Engraissons les galonnés

La France Militaire donne des indications sur les nouvelles soldes militaires envisagées par le gouvernement.

Lisez ça, ouvriers, et vous vous ferez une idée de la sollicitude de la bande à Herriot pour les galonnés, et surtout pour vous comprendre ce qu'il y a derrière le pacifisme radical-socialiste.

Trois échelons de sous-lieutenants allant de 7.500 à 10.200 ; quatre pour les capitaines, 11.400, 12.550, 13.600 et 14.800 ; les commandants, 16.600 et 17.650 ; les lieutenant-colonels, 20.600 ; les colonels, 25.300 ; les généraux de brigade, 30.200 ; les généraux de division, 40.000.

Et ce n'est pas tout. A ces soldes s'ajoutent une indemnité pour charges militaires dans laquelle serait fondue celle de cherté de vie, et qui comprendra — ô sainte hiérarchie — trois tarifs, avec six catégories différentes : officiers généraux, supérieurs et subalternes, divisés en mariés et célibataires. Le plus bas, officier subalterne célibataire aura 2.150, et le plus haut, officier général marié, 6.500.

On le voit, c'est un Pactole qui va couler dans leurs poches. Herriot fait bien sa chose !

Pour payer toute cette bande d'inutiles, le pain coûtera deux sous de plus.

LE PROCÈS SEZNEC

Défié des témoins qui viennent dire qu'ils ont vu l'accusé dans le train, ce qu'il nie.

Des lettres sont parvenues, l'une disant qu'on aurait vu Quémener à Saint-Nazaire, et l'autre qu'il serait enterré dans un jardin de Le Quec-des-Yvelines.

Un vif incident montre toute la partialité du président, qui voulait faire entendre des témoins de la défense avant les autres. L'avocat proteste, c'est contraire à la coutume. Et le président de dire : « Je suis maître de diriger les débats comme je l'entends. Finalement, c'est l'avocat qui l'emporte. »

Les témoins continuent à parler, et il ne se dégage pas grand-chose de leurs déclarations. L'impression est que la justice et la police n'ont aucune preuve formelle et que le grand nombre de témoignages invoqués sert à masquer la faiblesse de l'accusation.

Il reste quarante témoins à entendre.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 1er NOVEMBRE 1924. — N° 133.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

DEUXIEME PARTIE

Un grand homme de province à Paris

Lucien frémit de la tête aux pieds en l'abordant, car le digne négociant lui jeta le regard insolemment indifférent qu'il avait déjà vu dans les yeux des escroqueurs.

— Voici des valeurs, je vous aurais mille obligations si vous vouliez me les prendre, monsieur ! dit-il en se tenant debout auprès du négociant assis.

— Vous m'avez pris quelque chose, monsieur, dit Camusot, je m'en souviens.

Là, Lucien expliqua la situation de Coralie, à voix basse et en parlant à l'oreille du marchand de soieries, qui put entendre les palpitations du poète humilié. Il n'était pas dans les intentions de Camusot que Coralie éprouvât une chute. En écoutant, le négociant regarda les signatures et sourit, il était juge au tribunal de commerce, il connaissait la situation des libraires.

Il donna quatre mille cinq cents francs à Lucien, à la condition de mettre dans son endos : *Valeur reçue en soieries*. Lucien alla sur-le-champ voir Brulard et fit très bien les choses avec lui pour assurer à Coralie un beau succès. Brulard promit de venir et vint à la répétition générale, afin de venir des endroits où ses romans dé-

ploieraient leurs battoirs de chair, et enlèveraient le succès.

Lucien remit le reste de son argent à Coralie, en lui cachant sa démarche auprès de Camusot ; il calma les inquiétudes de l'actrice et de Bérénice, qui déjà ne savaient comment faire aller le ménage. Martainville, un des hommes de ce temps qui connaissait le mieux le théâtre, était venu plusieurs fois faire répéter le rôle de Coralie. Lucien avait obtenu de plusieurs rédacteurs royalistes la promesse d'articles favorables, il ne soupçonnait donc pas le malheur. La veille du début de Coralie, il arriva quelque chose de funeste à Lucien. Le livre de d'Arthez avait paru. Le rédacteur en chef du journal d'Hector Merlin donna l'ouvrage à Lucien comme à l'homme le plus capable d'en rendre compte ; il devait sa fatale réputation en ce genre aux articles qu'il avait faits sur Nathan.

Il y avait du monde au bureau, tous les rédacteurs s'y trouvaient. Martainville y était venu s'entendre sur un point de la polémique générale adoptée par les journaux royalistes contre les journaux libéraux. Nathan, Merlin, tous les collaborateurs du

Réveil s'y entretenaient de l'influence du journal semi-hebdomadaire de Léon Giraud, influence d'autant plus pernicieuse que le langage en était prudent, sage et modéré.

On commençait à parler du cénacle de la rue des Quatre-Vents, on l'appelait une Convention. Il avait été décidé que les journaux royalistes feraient une guerre à mort et systématique à ces dangereux adversaires, qui devinrent, en effet, les metteurs en œuvre de la Doctrine, cette fatale secte qui renversa les Bourbons, dès le jour où la plus mesquine des vengeances amena le plus brillant écrivain royaliste à s'allier avec elle. D'Arthez, dont les opinions absolutistes étaient inconnues, enveloppé dans l'anathème prononcé sur le cénacle, allait être la première victime.

Son livre devait être échiné, selon le mot classique. Lucien refusa de faire l'article. Ce refus excita le plus violent scandale parmi les hommes considérables du parti royaliste venus à ce rendez-vous. On dénonça nettement à Lucien qu'un nouveau converti n'avait pas de volonté ; s'il ne lui convenait pas d'appartenir à la monarchie et à la religion, il pouvait retourner à son premier camp : Merlin et Martainville le prirent à part et lui firent amicalement observer qu'il livrait Coralie à la haine, que les journaux libéraux lui avaient vouée, et qu'elle n'aurait plus les journaux royalistes et ministériels pour se défendre. L'actrice allait donner lieu, sans doute, à une polémique ardente qui lui vaudrait cette renommée après laquelle soupirent toutes les femmes de théâtre.

— Vous n'y connaissez rien, lui dit Martainville ; elle jouera pendant trois mois au milieu des feux croisés de nos articles et trouvera trente mille francs en province dans ses trois mois de congé. Pour un de

ces scrupules qui vous empêcheront d'être un homme politique, et qu'on doit vouloir aux pieds, vous allez tuer Coralie et vous avouer, vous jetez votre gagne-pain.

Lucien se vit forcé d'opter entre d'Arthez et Coralie ; sa maîtresse était perdue s'il n'engageait pas d'Arthez dans le grand journal et dans le *Réveil*. Le pauvre poète revint chez lui, la mort dans l'âme ; il s'assit, au coin du feu, dans sa chambre et lut ce livre, l'un des plus beaux de la littérature moderne. Il laissa des larmes de page en page, il hésita longtemps, mais enfin il écrivit un article moqueur, comme il savait si bien en faire, il prit ce livre comme les enfants prennent un bel oiseau pour le déplumer et le martyriser. Sa terrible plaianterie était de nature à nuire au livre. En relisant cette belle œuvre, tous les bons sentiments de Lucien se réveillèrent : il traversa Paris à minuit, arriva chez d'Arthez, vit à travers les vitres tremblant la chaste et timide fleur qu'il avait si souvent regardée avec les sentiments d'admiration que méritait la noblesse constante de ce vrai grand homme ; il ne se sentit pas la force de monter, il demeura sur une borne pendant quelques instants. Enfin, poussé par son bon ange, il frappa, trouva d'Arthez lisant et sans feu.

— Que vous arrive-t-il, dit le jeune écrivain en apercevant Lucien et devinant qu'un horrible malheur pouvait seul le lui amener.

— Ton livre est sublime, s'écria Lucien les yeux pleins de larmes, et ils m'ont commandé de l'attaquer.

— Pauvre enfant, tu manges un pain bien dur ! dit d'Arthez.

— Je ne vous demande qu'une grâce, gardez-moi le secret sur ma visite, et laissez-moi dans mon enfer, à mes occupations de

damné. Peut-être ne parviend-on à rien sans s'être fait des calculs aux endroits les plus sensibles du cœur.

— Toujours le même, dit d'Arthez.

— Me croyez-vous un lâche ? Non, d'Arthez, non, je suis un enfant ivre d'amour.

Et il lui expliqua sa position.

— Voyons l'article, dit d'Arthez, ému par tout ce que Lucien venait de lui dire de Coralie.

Lucien lui tendit le manuscrit, d'Arthez le lut et ne put s'empêcher de sourire :

— Quel fatal emploi de l'esprit ! s'écria-t-il.

Mais il se tut en voyant Lucien dans un fauteuil, accablé d'un douleur vraie.

— Voulez-vous me le laisser corriger ? je vous le renverrai demain, reprit-il. La plaisanterie déshonore une œuvre, une critique grave et sérieuse est parfois un dogme, je saurai rendre votre article plus honorable et pour vous et pour moi. D'ailleurs moi seul je connais bien mes fautes !

— En montant une côte aride, on trouve quelquefois un fruit pour apaiser les ardeurs d'un soir horrible ; ce fruit, le voilà ! dit Lucien, qui se jeta dans les bras de d'Arthez, y pleura et lui baisa le front en disant : — Il me semble que je vous confie ma conscience pour me la rendre un jour !

— Je regarde le repentir périodique comme une grande hypocrisie, dit solennellement d'Arthez, le repentir est alors un prière donnée aux mauvaises actions.

Le repentir est une virginité que notre âme doit à Dieu ; un homme qui se repent deux fois est donc un horrible sycophante. J'ai peur que tu ne voies que des absolutions dans tes repentirs.

(A suivre).

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Chez les Bouchers

(SUITE)

Avant de terminer la critique sur le sheptel ovin venant de nos colonies françaises (Algérie), je tiens à faire remarquer pour donner plus de précision sur le trust honteux qui se passe, qu'une partie des gros et grands marchands de cette spécialité se tient à Marseille. Ceux-là sont connus. Ce sont les commissionnaires en moutons de ladite localité ; entre autres il y a parmi eux un patriote, ex-capitaine d'infanterie. Vous dire qu'il ne nomme Dieppe-dalle père serait sans doute trop superflu. L'estime que M. Sabatier, grand manitou de la viande, doit le connaître, mais il n'en cause pas. Quant à leurs complices opérant sur le territoire d'Algérie, nous arriverons bien à les connaître.

De plus, dans les deuxième et troisième marchés du mois courant, il est arrivé à la Villette environ 1.000 moutons venant d'Allemagne. Ces moutons revenaient à 1 franc de moins par livre que les races françaises. Le gouvernement Herriot, ainsi que Queuille et Cie, ne pouvaient tolérer un pareil fait. Pensez, monsieur Sabatier, nos chers éleveurs nationaux se voyaient, vu la concurrence, lésés dans leurs œuvres vives. Aussitôt l'on va trouver le Cartel des Gauches, comme l'on aurait été trouver l'ancien bloc, et aussitôt l'on ferme les portes imaginées des frontières. Ce qui prouve une fois de plus que l'intérêt particulier de ceux qui détiennent le capital passe avant l'intérêt collectif de ceux qui représentent le travail.

Vous ne pouvez, MM. les diplomates et MM. les marchands de la viande, nier ces faits. Aussi à quel bon bourreau dans vos journaux bourgeois le crâne du bon peuple en relatait que vous allez faciliter l'introduction du bétail vivant, alors qu'en sourdine et sans crier gare vous fermez les frontières ?

Lorsque la chose est due, je dois rendre justice. Aussi je vous approuve, monsieur Sabatier, lorsque vous déclarez que l'on devrait interdire l'abattage des agnelles, mais et les agneaux, ces petits laitiens qui font environ 20 livres de viande, qu'en faites-vous ? Ceux-là non plus ne sont pas en matière quelques mois de plus — environ 10 livres de plus aussi. Qu'il s'en abatte seulement 1.000 par semaine, voyez que je suis plus que modeste, cela fait tout de même 10.000 livres de perdus. Mais voilà le hic de la chose. Votre brave clientèle bourgeoise, qui est habituée à manger de ces braves petits gigots si petits, si mignons, si bien tournés, serait obligée, malgré elle, de manger de ces gros gigots bien en viande : fi ! c'est bon pour les prolétaires.

Et quand je pense qu'un de ces bogues de prolétaires tombe malade à la suite d'un gros surmenage pour remplir les coffres de ces braves bourgeois à l'estomac délicat, il est obligé, le pauvre bogue, d'aller chez le morticole acheter différents médicaments dont sa santé chancelante ne peut se passer, alors, gouvernement de honte, taxe de luxe, l'on frappe l'indispensable, mais la fantaisie l'on n'y touche pas. Il est vrai que les faiseurs de lois appartiennent à la haute finance ou tout au moins aspirent à y devenir. Aussi l'on ménage la poule aux œufs d'or. Il me semble que si l'on taxait la fantaisie de ceux qui ne regardent pas à la ruine d'une nation pour satisfaire leur appétit de fureur, ce serait justice. Mais, hélas !

Il me semble que M. Sabatier pourrait, avec ses accointances gouvernementales, soumettre la question de la taxe de luxe sur la vente de jeunes agneaux, mais cela à l'événement, non à l'arrivée. Car il faut, en toute justice, toucher celui qui profite en premier lieu de la situation actuelle. Si M. Sabatier est sincère, il le peut ; mais j'ai bien peur qu'il nous joue une comédie humanitaire. Je dirai le pourquoi dans un prochain article. Il sera spécialement dédié à MM. les bouchers détaillants.

Pour la race bovine, si elle est réellement en diminution, comment se fait-il que l'on tolère l'abattage de bêtes en état de gestation, et cela journellement ; j'ai vu et je vois tous les jours abattre des vaches dites nourrices qui sont à quelques jours près à l'état de mettre bas. Cela, on n'en cause pas. Il est vrai que nous avons sans doute de braves parlementaires ruraux qui ne voudront sûrement pas faire des lois contre eux. Mais lorsque l'on se permet de dévoiler un scandale, monsieur Sabatier, c'est tout ou rien, et cela, entre nous soit dit, aurait été plus intéressant que de bourrer le crâne dans votre presse à l'opinion publique en relatait que les ouvriers bouchers gagnent : abattoirs 300 francs et plus, et à l'étal de 200 à 300 francs.

Commencez, monsieur le philanthrope, par donner l'exemple. Chez vous, la grande partie de votre personnel touche 120 fr. Si vous ne voulez pas être traité de menteur, fendez-vous de 80 francs de plus et je vous tiendrai quitte sur ce chapitre.

(A suivre.)

F. CHARLIN.

Les victoires ouvrières

Dans la Chapellerie. — Le syndicat des ouvriers chapeliers vient de signer un accord avec l'association parisienne des fabricants de chapeaux aux termes duquel les salaires seront augmentés de 15 à 25 % pour la saison d'été 1924-1925.

Cet accord sera renouvelé en octobre 1925, c'est-à-dire dans un an, à moins d'être dénoncé auparavant par l'une des parties. Mais le coût de la vie augmentant quotidiennement il est indispensable que les ouvriers en chapeaux poursuivent leur action afin d'être prêts à lutter pour assurer leur existence, d'arracher au patronat un salaire en rapport avec les nécessités économiques du moment.

La "Bataille Syndicaliste"

La Bataille Syndicaliste est parue. La demandeur à Amélie Plantel, dactylo au S. U. B., Bureau 10, quatrième étage de la Bourse du Travail.

LES GRÈVES

Dans la boucherie. — Les ouvriers bouchers israélites sont toujours en grève pour obtenir la journée de huit heures et le repos hebdomadaire. Il paraît que M. J. Godard, ministre du Travail est un démocrate. Or, il y a une loi nous semble-t-il qui impose, la journée de huit heures. Qu'attend-il pour la faire appliquer ?

Les ouvriers bouchers israélites travaillent des 12 et 14 heures par jour et c'est un scandale qui doit cesser et nous espérons que là tous les ouvriers bouchers soutiendront leurs frères en lutte.

Dans le S. U. B.

La position que nous avons prise doit réveiller en nous les sentiments d'agitation et d'action.

Le temps perdu en discussions acerbes et intestines nous ont fait perdre un temps précieux. Maintenant, il nous faut mettre les bouchées doubles.

Les décisions de l'A.G. du 19 Octobre, vont nous permettre de mener une campagne intensive.

Pour cela, vous serez tous présents aux réunions des sections locales suivantes, le dimanche 2 novembre, à 9 heures du matin.

Troisième et quatrième arrondissements. — 6, rue des Nonnains-d'Hyères. Délégué, Denovelle.

Cinquième et sixième arrondissements. — 6, rue Lanneau. Délégué, Fougereon.

Vingtième arrondissement. — A la Belle-villoise, salle Babouin. Délégué, Jour.

Charenton. — 26, quai des Carrières. Délégué, Bardy.

Saint-Denis. — 4, rue Suger. Délégué, Lacroisille.

Gars du Bâtiment, tous sans exception à ces réunions.

P. S. — La réunion de la Section de Saint-Ouen est reportée à une date ultérieure.

NOTA : La Bourse du travail étant fermée les 1er et 2 novembre ; les camarades sont invités d'en prendre note.

Minorité syndicaliste révolutionnaire

CONFERENCE DE LA MINORITE

Les syndicats minoritaires et les minorités syndicalistes sont convoqués à une conférence qui se tiendra les 1er et 2 novembre, 8, avenue Mathurin-Moreau, à Paris (19).

La première séance commencera à 9 heures du matin.

Ces organisations auront à discuter et à prendre position sur les quatre questions suivantes :

1° Rester à la C. G. T. en faisant des fusions fédérales ;

2° Se retirer dans l'autonomie partielle ou totale ;

3° Constituer une troisième C. G. T. ;

4° La quatrième solution consiste à laisser les Syndicats, Unions, Fédérations libres d'examiner, d'après leur situation corporative, locale et industrielle, quelle est la solution qui leur convient le mieux et faire du Comité Minoritaire actuel l'organisme de liaison qui plus que jamais est indispensable à tous les syndicalistes, qu'ils soient autonomes, à la C. G. T. U. ou à la C. G. T.

Les délégués devront être porteurs d'un mandat écrit de ou des organisations (syndicats minoritaires ou minorités syndicales) qu'ils représentent.

Les organisations doivent prendre note de cette indication.

Celles qui ne pourraient envoyer de délégué peuvent envoyer leurs réponses à Massot, 52, boulevard de Belleville, Paris (20^e).

Aux Monteurs électriciens

CRI D'ALARME

C'est avec une profonde tristesse que j'ai pu me rendre compte du peu de copains qui assistaient à notre réunion corporative du jeudi 23 octobre ; il est vrai que nos communications n'avaient pu passer dans la presse quotidienne. Mais pourtant, les copains reçoivent le *Proletaire*, et sur ce journal, notre assemblée était annoncée. Je pensais que les camarades qui se réclament d'être des syndicalistes, devant l'attitude énergique que vient de prendre le S. U. B., auraient à cœur de venir nous seconder par leur présence dans notre action corporative : ceux qui nous avaient quitté écartés des menées des chefs des organismes centraux auraient pu, devant les nouvelles directives de notre syndicat, accourir à notre réunion pour nous faire sentir qu'ils étaient de nouveau avec nous, et tristement j'ai constaté qu'il en était autrement ; seule une poignée de copains toujours sur la brèche étaient présents.

Nous eûmes quand même la présence de trois superbes communistes, qui étaient venus spécialement pour apporter les critiques de leur chef du grand *Parti révolutionnaire*.

Le fameux militant Saget, signataire du manifeste de l'*Humanité*, était là en chair et en os, et quelques copains lui demandèrent s'il avait compris l'article qu'il avait signé. Ses réponses, je les passe sous silence, c'est à en mourir de rire, et de la discussion que nous avons eue, nous avons pu nous apercevoir que nous avions affaire à des militants bien trempés, puis-que sur un reproche que j'adressais à ces citoyens de ne les avoir jamais aperçus dans notre réunion, un des pères me répondit qu'ils faisaient du boulot après ses huit heures, et comme il faisait beaucoup d'heures de travail, qu'il ne pouvait pas assister une fois tous les mois à la réunion de la Section, et en fin de compte nous reprocha aussi de ne pas avoir ou si faire appliquer par les patrons électriciens la caisse de compensation (prime aux familles nombreuses). Voilà comment ces purs révolutionnaires, qui nous appellent réfor-

mistes, comprennent l'action révolutionnaire.

Trêve de plaisanterie, maintenant notre Section n'a plus à s'arrêter devant les balivernes de ces gens-là ; le moment est aux choses sérieuses.

C'est aux autonomes impénitents que je m'adresse, aux copains anarchistes, aux révolutionnaires sincères qui ont participé pendant une époque à la vie de notre organisation et qui, dégoûtés des luttes intestines qui s'y menaient, nous ont quittés. Nous voici débarrassés des éléments de discorde ; nous avons su redresser notre syndicat, nous marchons maintenant sur la route libre du syndicalisme. L'heure n'est plus aux hésitations ; que ceux qui veulent vraiment remuer la classe ouvrière dans son élément le plus laborieux, que ceux qui veulent descendre un peu de leur Tour d'Ivoire pour vivre la vie du prolétariat révolutionnaire viennent avec nous, il faut une propagande qui porte ses fruits.

Plus de dérobade ; pour moi, ceux qui aujourd'hui se refusent de collaborer avec nous n'ont plus de prétexte : s'ils refusent d'apporter leur part d'action dans la lutte syndicaliste révolutionnaire, c'est qu'ils sont satisfaits de la société présente et que leur révolutionnisme était du dilettantisme.

Monteurs-électriciens autonomes, anarchistes révolutionnaires sincères, rejoignez votre syndicat, le S. U. B., et tous ensemble, dans notre section, nous arriverons à faire triompher notre syndicalisme révolutionnaire, face à tous ces détracteurs.

A. CANE.

Mise au point

Dans son numéro du mercredi 29 octobre et sous la signature quelque peu fantaisiste de Paul Umdenstock, le « Libéraire » publie un article intitulé : « Portraits de bolchevistes lyonnais où il est question de notre ami Argence qui fut le premier dans Rhône à enrayer efficacement l'œuvre néfaste des stipendiés de Moscou ».

Evidemment, c'est beaucoup d'honneur pour moi, beaucoup trop même et je me serais volontiers passé d'un tel brevet, d'autant plus volontiers que je ne puis accepter le fond même de l'article sus-dit.

J'estime en effet que les Partis, les doctrines, les philosophes se critiquent au travers des événements et des faits sociaux ou dans le domaine purement spéculatif du raisonnement, mais non, comme le fait Paul Umdenstock, au travers des personnalités, si méprisables fussent-elles. Il m'est particulièrement indifférent que X. ait été bedau dans son village, que Y. soit fils d'un ancien directeur d'école de Jésuites, etc., comme il m'est indifférent que X. Y. ou leurs séides m'injurient quotidiennement, voire même quatre fois par jour. Je ne suis pas à ce point, pauvre d'esprit, ni non plus à court d'arguments, qu'il me faille, pour me défendre, me diminuer jusqu'à ramasser l'injure.

Laissons donc à ceux qui n'ont plus à se déshonorer, tant la chose est faite depuis longtemps, le privilège d'user de tels moyens de polémique, laissons, sourions et passons... la route est large.

Fascisme rouge

AUX OUVRIERS COIFFEURS

Après avoir combattu avec nous dans les C. S. R. contre toute immixtion politique au syndicat, contre le fonctionnarisme syndical, pour les méthodes d'action directes, les soi-disant communistes qui sont à la tête de notre syndicat, faisant une volte-face écumante, viennent de le livrer à la domination du P. C.

Comme récompense, Cordier, après 26 mois passés à notre permanence du Secours Rouge, doyen ex-permanent à notre syndicat, est depuis 8 mois permanent à l'U. D. à 1.150 francs par mois, pour des anti-fonctionnaires d'hier...

Mélangés bas leurs masques, ils montrent leurs vraies figures ; nos cotisations, notre journal, notre permanence, l'école, sont utilisés au profit du P. C.

Les syndiqués ne voulant pas se soumettre sont calomniés, brimés, traités de petits bourgeois, contre-révolutionnaires, anarchos, démolisseurs du syndicalisme, etc., etc.

Après avoir frappé en pleine tribune Tixier G., après l'avoir exclu en conseil, ils viennent par un coup de force faire ratifier sans discussion cette exclusion par l'A. G. du 30 octobre. Leconte, qui au nom des syndicats protestait, a été frappé en pleine tribune par Creuzet ; Guillaud a été grièvement frappé, ceux qui protestèrent furent injuriés, molestés.

Devant ces ignobles procédés, un grand nombre de syndiqués se retirèrent, ne voulant plus rien avoir de commun avec des êtres qui remplacent l'argumentation par la brutalité, l'idée par le mensonge et l'injure ; après s'être concertés, ils ont décidé de nous inviter à cesser toute cotisation dès ce jour.

Devant la situation après nous avoir tout fait, ils nous accusent d'être des scissionnistes, nous devrions tout supporter sans rien dire, être insultés, calomniés, frappés, exclus. Non, mille fois non, nous sommes des hommes conscients et majeurs, ne voulant ressembler en rien aux fidèles s'agenouillant devant un Pape.

Pour prendre toute mesure utile, nous vous convions à la réunion qui aura lieu le jeudi 6 novembre, à la Bourse du Travail.

La Minorité des Ouvriers coiffeurs.

"SENNACIULO"

Le n° de l'organe hebdomadaire des espérantistes a-nationaux vient de paraître sur 8 pages, rédigé entièrement en Esperanto.

Au sommaire : Pri ma ĉiama devo par N. B. ; Tra la mondo : Amerikaj vilag'anoj en Sovetlandoj ; Vizito al la tombo de Karl Marx par E. Yelland ; La laborkonfliktoj en Svedio ; Industrio en Indio ; Por ma meminstruado ; Tra Esperanto, etc., etc. Sennaciulo (Le Sans Patrie) est en vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris X^e. N.D.L.R. Pour cause d'abondance de matière le n° 3 de Sennaciulo n'a pu être annoncé.

Un révolutionnaire!

Le citoyen Barrage, secrétaire de l'U. D. de Seine-et-Marne, ne s'embarrasse pas de faux fuyants. En parfait jésuite orthodoxe, et avec l'investiture du Kremlin, il vient d'envoyer aux syndicats du Bâtiment de Seine-et-Marne un ukase, où notre vieille Fédération est plutôt malmenée. En bon apôtre, il invite ses fidèles à rester enchaînés à la C.G.T.U. dont les régisseurs sont depuis trop longtemps, hélas ! domestiqués à Moscou.

Le barreau Barrage essaie de conduire son bateau dans les eaux fangeuses de la basse politique, dont les poissons visqueux puissamment pourvus d'écaillés et de nageoires, peuplent les profondeurs.

En l'on agencé, notre Barrage suit mot à mot les ordres donnés par La Mécque, et systématiquement ordonnancés par les « mecs de la C.G.T.U. »

Mais au fait il est à notre connaissance des agissements d'un nommé Barrage, à Châteaun-Landon-Souppes.

C'était en 1911, les tailleurs de pierre faisaient grève pour essayer d'améliorer leur sort de parias.

Il nous souvient que les syndicats du Bâtiment et notre Fédération envoyèrent des secours à nos camarades de la lutte entreprise contre leurs exploitateurs.

Or, précisément, un certain Barrage se fit briseur de grève. Barrage fit le jaune, le renard, travaillant sous l'œil amusé de la police et des cognes, il rentrait chez lui le soir en ayant soin de se dissimuler le plus possible, de crainte que la vindicte publique ne mit à mal son postérieur et son épiderme.

Le même Barrage vint à Paris l'année suivante. Son premier soin fut d'aller tirer le pied de biche à M. Villemain, alors président des Entrepreneurs, et de demander à rentrer dans l'armée verte des agenouillés devant le patronat.

Il est vrai que la verdure est la principale nourriture des ruminants, et aujourd'hui notre bouc de Barrage a conservé les traditions de membre d'un cheptel, à part que du vert et du jaune il est passé au rouge écarlate.

Et c'est ainsi, un tel passé que cet arlequin vient tracer des directives et donner des ordres à ceux qu'il voudrait voir pieds et poings liés au Parti Communiste.

C'est plutôt à nous de mettre en garde nos syndicats contre ce mauvais barreau, ce démagogue aux instincts pervers qui de main encore sera susceptible de poignarder dans le dos ses camarades de lutte.

Allons, Barrage, jetez le masque, enlevez votre peinture jaune, verte et rouge, vous apparaissez alors dans toute la petitesse d'un fantoche dont le Parti communiste tire les ficelles. Votre mentalité de pleutre n'a guère changée depuis 1911, et vous eussiez gagné en restant tapis dans l'ombre.

Quant à nous, les anarchos bourgeois, les contre-révolutionnaires, les renégats, les traitres, les aventuriers, comme le dit si bien le journal que vous nous avez subtilisé *l'Humanité*, nous vous disons que vous rendant solidaire des abrutisseurs d'injures, vous vous rendez complices de tous ceux qui sont les artisans du démantèlement des syndicats ouvriers.

D'ailleurs nous aurons l'occasion de vous démasquer au grand jour, et rappelez-vous aussi que nous en avons plus dans notre petit doigt que vous n'en avez dans tout votre corps. Souvenez-vous en citoyen pleutre !

Et vous les syndiqués, ne boufoncez-vous donc pas cet apôtre dont le passé répond de l'avenir ?

Jean DIRET.

On expulse

Dans la petite commune de Saint-Leu-d'Esserent dans l'Oise, il y a une sucrerie et personne n'ignore l'exploitation honteuse dont sont victimes les malheureux obligés pour gagner leur vie de s'engager dans ces bagnes.

Les salaires varient entre 10 et 15 francs par jour et le patronat rapace s'abat sur la main-d'œuvre étrangère que l'on vole plus facilement.

Or un certain nombre d'ouvriers étrangers, las de travailler pour des salaires de famine ont arrêté le travail et le Bloc des Gauches, digne successeur du Bloc national n'a rien trouvé de mieux qu'à expulser ces pauvres bogues.

Comment se peut-il qu'il ne se soit pas trouvé dans l'usine un nombre suffisant de travailleurs français pour soutenir et défendre les parias étrangers. M. Herriot et son ministre du Travail, vont-ils permettre aux exploitateurs de spéculer sur la fausse situation de l'étranger pour le saigner sans qu'il lui soit possible de protester.

Il faut que le prolétariat fasse respecter ce droit élémentaire de quitter le travail quand cela lui plaît, sans que la loi — toujours faite pour les riches — vienne s'introduire dans les conflits ouvriers.

ARGENCE.

La Librairie sociale

9, Rue Louis-Blanc, Paris

Camarades parmi les livres retenez ceux-ci :

Le M. Makhnoviste (Archinoff)....	8.50
Au Café (Malafesta)	5 et 6.00
L'Education sexuelle	7.00
L'Imposture religieuse	7.50
Mon communisme	7.00
La Douleur universelle	7.50

Vous trouverez aussi un grand choix de classiques et d'ouvrages scientifiques.

Faire vivre la librairie, c'est aider la diffusion de notre pensée.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRÉ

Imprimerie spéciale du *Libéraire*
10-12 rue Paul-Lelong, Paris.

Communiqués syndicaux

A Los Obreros Metalurgicos Espanoles. — Se convoca a todos los obreros metalurgicos de lengua española de la región parisina a la reunión que tendrá lugar el lunes 3 de noviembre, a las 8.30 de la noche, en la sala pequeña de la Casa de los Sindicatos, calle de la Grange-aux-Belles. Se invita a todos los compañeros sindicados y no sindicados.

Producteurs et Distributeurs d'Electricité. — Par suite du meeting organisé par le Cartel unitaire des services publics, notre assemblée générale extraordinaire est reportée au mardi 4 novembre, à 18 heures, salle Ferrer, Bourse du Travail.

Syndicat Général des Tailleurs de Pierre. — La permanence sera fermée samedi premier novembre.

Terrassiers. — Cotisations dimanche, 2 novembre, à 9 heures du matin, Bourse du Travail, Versailles, Délégué : Massin.

Jeunesse des Métaux. — Aujourd'hui, la Bourse étant fermée, pas de réunion samedi 8 novembre. Causerie par un camarade des terrassiers sur le syndicalisme, bureau 15, 4^e étage, Bourse du Travail.

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et banlieue

Gruppo P. Gori. — Questa sera — sa bato — riunione degli incoforti — per relazione sul convegno delle Alleanza Libertaria.

Nessuno manchi a rue Château-d'Eau.

Aux Copains de la Région de Lagny. — Ayant entrepris à plusieurs camarades de former un groupe d'action et d'éducation sociale, nous faisons donc appel aux camarades de toutes tendances désirant s'éduquer ou susceptibles de nous apporter leur concours, de venir à la réunion de formation, qui aura lieu le samedi 8 novembre, à Saint-Fury, à 8 h. 30.

P. S. — Tous les anciens membres de l'Homme Libre se feront un devoir d'être présents vendredi 31, à Saint-Fury, à 8 h. 30.

Province

Fédération du Nord et du Pas-de-Calais. — Notre Congrès ayant lieu le premier novembre, à 9 heures, salle de la Mairie d'Onnaing, prière aux groupes de s'y faire représenter et tous les copains disponibles pour y discuter de l'organisation des anarchistes et de la presse régionale. Divers points de vue y seront discutés sur les méthodes de propagande.

Un camarade partira au Congrès de Paris avant les délégués, mandaté par notre Congrès, pour assister à la première séance.

Groupe Libéraire du Havre. — Groupe Libéraire du Havre, Cecile Franklin, salle 6, réunion ce soir. Discussion sur les grèves à adresser à l'Union anarchiste et sur l'envoi d'un délégué au Congrès.

Agli anarchici italiani

Per iniziativa di alcuni compagni italiani e francesi prossimamente avrà luogo a Parigi, un comizio pubblico a favore di Sacco e Vanzetti, le spese del quale saranno coperte dalla sottoscrizione già aperta all'indirizzo sottoscritto.

Si raccomanda che i compagni inviando il loro obolo non trascurino di aggiungere : « Per il Comizio (meeting) Sacco-Vanzetti ».

Henri Delecour, administration du *Libéraire*, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).

A VILLEURBANE

La foire électorale vient de se terminer dans la commune de Villeurbanne. La classe ouvrière se rendra bientôt compte qu'il n'y a rien de changé. Tout reste à faire, et en premier lieu l'éducation de la classe ouvrière.

Le Groupe d'Education Sociale de Villeurbanne a arrêté un vaste programme d'éducation pour la saison d'hiver.

Il fait appel à tous les ouvriers pour qu'ils assistent aux causeries éducatives du groupe qui ont lieu les deuxième et quatrième mercredi de chaque mois, au Siège, 125 bis, avenue Thiers.

Pour les renseignements et la bonne marche du groupe, les copains se rencontrent au siège tous les dimanches, de 10 à 13 heures.

Les copains de Villette-Paul-Bert sont spécialement invités à assister aux réunions et causeries organisées par le groupe.

VIENT DE PARAÎTRE :

L'Italia tra due Crispi

Ouvrage de 400 pages du camarade Armando Borghi sur les événements d'Italie et sur les causes et les conséquences d'une révolution manquée.

Chaque camarade qui peut lire l'italien doit lire ce livre très intéressant. 7 francs l'exemplaire.

S'adresser à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc.

Communications diverses

Les Trois S. — Survie, Synthèse, Solidarité. — Aux Sociétés Savantes, 28, rue Serpente, salle D, 40 h. 30 (méthode Odson). Tous les mardis, à partir du mardi 4 novembre. Cours-conférences du docteur Héléan Jaworski, sur la Philosophie véritable ou un pas dans l'essence des choses.

Le 4 : 1. L'intériorisation ; La Vie ; 2. L'Arbre biologique, Transformisme ; 3. L'évolution géologique ; 4. L'Atlantide, La naissance de l'humanité ; 5. La croissance de l'humanité ; 6. Les Etapes de l'histoire ; 7. Le géon ou la terre vivante ; 8. L'Étre solaire ; 9. La question de l'individualité ; 10. La Conscience universelle. Participation aux frais : 3 francs.

Groupe du Faubourg. — Un grand débat sur le parti radical. — M. Schmidt, député, partira jeudi soir, à 20 h. 30 précises à la tribune du Club du Faubourg, Théâtre de la Fourmi, pour faire devant les membres de la presse et le public une conférence contradictoire, suivie d'un grand débat sur : Les origines du parti radical. Le parti radical devant l'opinion. Les résolutions du Congrès radical. Les résultats de la politique radicale. La parole sera donnée à des contradicteurs de tous les partis, sans exceptions. Pour tous renseignements, secrétariat, le matin, 38, rue de Moscou. Central 34-22.

PETITE CORRESPONDANCE

Théodore Lanire, de Salon, en Provence. — J'ai reçu ta lettre recommandée, je fais le nécessaire pour les diverses demandes.

Larapide. — Le groupe du XV^e demande si tu pourras venir 85, rue Mademoiselle mercredi prochain 5 novembre nous faire une causerie.